



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GIRONDE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°33-2020-115

PUBLIÉ LE 7 JUILLET 2020

# Sommaire

## DDTM DE LA GIRONDE

- 33-2020-07-07-001 - Aménagement RD669 Autorisation de pénétrer sur les propriétés privés (2 pages) Page 4
- 33-2020-06-22-007 - arrêté préfectoral relatif à la composition de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage (CDCFS) (4 pages) Page 7

## DDTM GIRONDE

- 33-2020-07-03-003 - La Préfète de la Gironde a accordé le 03/07/2020 l'autorisation tacite au 24 juin 2020 à la SARL OUEST IMMO l'extension d'un ensemble commercial par la création de cellules commerciales de 800 m<sup>2</sup> de surface de vente, situé Avenue Isaac Newton à MERIGNAC (33700) (2 pages) Page 12
- 33-2020-07-03-004 - La Préfète de la Gironde a accordé le 03/07/2020 l'autorisation tacite au 26 juin 2020 à la SCI COPRA l'extension d'un ensemble commercial de 1551 m<sup>2</sup> de surface de vente, par l'extension de 466 m<sup>2</sup> de surface de vente du magasin NETTO d'une surface de vente actuelle de 648 m<sup>2</sup>, portant la surface de vente totale du magasin après projet à 1114 m<sup>2</sup>, situé au 7 Le Pas du Soc à AVENSAN (33480) (2 pages) Page 15

## PREFECTURE DE LA GIRONDE

- 33-2020-07-02-001 - Arrêté fixant le mode de scrutin pour l'élection des délégués pour les élections sénatoriales du 27 septembre 2020 (14 pages) Page 18
- 33-2020-06-29-007 - Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire - PF OUMMA - 20-33-0200 - Pessac (2 pages) Page 33
- 33-2019-12-24-002 - Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire - THANACAP - 0541 - Andernos-les-Bains (2 pages) Page 36
- 33-2019-12-12-005 - Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire - PF Marbrerie Alain Robert - 0539 - Castelnau-de-Médoc (2 pages) Page 39
- 33-2019-12-12-006 - Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire - PF Marbrerie Alain Robert - 0540 - Lesparre-Médoc (2 pages) Page 42
- 33-2019-12-24-003 - Arrêté portant modification et renouvellement d'une habilitation dans le domaine funéraire - In Memoriam - 0494 - Daignac (2 pages) Page 45
- 33-2019-12-24-004 - Arrêté portant renouvellement d'une habilitation dans le domaine funéraire - 0496 - PF Teranga - Arcachon (2 pages) Page 48
- 33-2019-12-12-007 - Arrêté portant renouvellement d'une habilitation dans le domaine funéraire - PF des Graves - 0514 - Léognan (2 pages) Page 51
- 33-2019-12-26-007 - Arrêté portant renouvellement d'une habilitation dans le domaine funéraire - PFG - Services Funéraires - 0388 - Mérignac (2 pages) Page 54
- 33-2020-07-07-006 - Délégation signature M E DIDON, DDT de la Dordogne (2 pages) Page 57
- 33-2020-07-07-007 - Délégation signature M F DUQUESNE, DIRA pour l'administration générale (6 pages) Page 60

|  |         |
|--|---------|
| 33-2020-07-07-003 - Délégation signature M T JAY, DCL, Préfecture de la Gironde (4 pages)                                | Page 67 |
| 33-2020-07-07-004 - Délégation signature Mme F NIVARD, CSPR CHORUS Gironde (4 pages)                                     | Page 72 |
| 33-2020-07-07-002 - Délégation signature Mme ROCHER-BEDJOUDJOU, directrice cabinet de la préfète de la Gironde (8 pages) | Page 77 |
| 33-2020-07-07-005 - Délégation signature pour l'administration générale à M BORDE, DIRCO (8 pages)                       | Page 86 |

DDTM DE LA GIRONDE

33-2020-07-07-001

Aménagement RD669

Autorisation de pénétrer sur les propriétés privés



**Arrêté du** - 2 JUIL. 2020

**Département de la Gironde**

**Communes de Saint-André-de-Cubzac et Saint-Gervais**

**AUTORISATION DE PÉNÉTRER SUR LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES**

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Code de Justice administrative,

**VU** la loi du 29 décembre 1892 modifiée sur les dommages causés à la propriété privée pour l'exécution des travaux et notamment son article 1er ,

**VU** la loi n°43-374 du 6 juillet 1943 modifiée relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères,

**VU** la demande du M. le Directeur des Infrastructures du Département de la Gironde en date du 29 juin 2020,

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation de pénétrer sur les propriétés privées est sollicitée dans le but d'exécuter des levés topographiques, des sondages géotechniques, des prélèvements ou reconnaissances environnementales diverses permettant d'élaborer les dossiers d'avant projet et de procédures réglementaires ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire général de la Préfecture de la Gironde.

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Les agents du Département de la Gironde (Direction des Infrastructures), les géomètres, les agents des bureaux d'études spécialisés en hydraulique, géotechnique et environnement et le personnel des entreprises auxquelles l'administration délèguera ses droits, pourront pénétrer sur les propriétés privées pour y exécuter, pour le compte du Département de la Gironde, les levés topographiques, les sondages géotechniques, les prélèvements ou reconnaissances environnementales diverses permettant de conduire les études d'avant-projet et nécessaires à l'élaboration des dossiers réglementaires.

**ARTICLE 2** - La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq (5) ans à compter de sa date.

**ARTICLE 3** - Les agents de l'administration ou les particuliers à qui cette dernière aura délégué ses droits, ne seront pas autorisés à pénétrer à l'intérieur des maisons d'habitation. Ils ne pourront s'introduire dans les propriétés closes que cinq (5) jours après notification du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété.

A défaut de gardien connu dans la commune, le délai ne court qu'à partir de la notification au propriétaire faite à la mairie. Ce délai expiré, si personne ne se présente pour permettre l'accès, les dits agents ou particuliers pourront entrer avec l'assistance du juge du Tribunal d'Instance.

**ARTICLE 4** - Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur ou, qu'à défaut de cet accord, il n'ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires pour l'évaluation des dommages.

A la fin de l'opération, tout dommage causé par les études sera réglé, à défaut d'accord amiable entre le propriétaire et la collectivité territoriale, par le Tribunal administratif, dans les formes indiquées par la loi du 22 juillet 1889.

**ARTICLE 5** - Les maires des communes de Saint-André de Cubzac et Saint-Gervais assureront, dans la limite de leur commune, la surveillance des éléments de signalisation dont la liste et les emplacements leur auront été notifiés par la Direction des Infrastructures du Conseil départemental de la Gironde.

**ARTICLE 6** - La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donneront lieu à l'application des dispositions de l'article 322-2 du Code Pénal et de l'article 6 de la loi du 6 juillet 1943.

**ARTICLE 7** - Le présent arrêté sera affiché en Mairies de Saint-André de Cubzac et Saint-Gervais et sur tous les lieux en usage dans la commune, à la diligence des maires, au moins dix (10) jours avant le début des opérations. Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les maires à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde, sous le présent timbre.

Les agents de l'administration et les particuliers auxquels les droits auront été délégués, seront munis d'une copie du présent arrêté, certifiée conforme par le Directeur des Infrastructures, qui devra être présentée à toute réquisition.

**ARTICLE 8** - Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six (6) mois suivant la date de sa signature.

**ARTICLE 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours devant le Tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de sa publication au Recueil des Actes Administratifs des services de l'Etat en Gironde.

**ARTICLE 10** - Le Secrétaire général de la Préfecture de la Gironde, le Président du Conseil départemental de la Gironde, les Maires de Saint-André de Cubzac et Saint-Gervais, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le - 2 JUIL. 2020

La Préfète de la Gironde,

~~Pour la Préfète et par délégation,~~  
le Secrétaire Général

Thierry SUQUET

# DDTM DE LA GIRONDE

33-2020-06-22-007

arrêté préfectoral relatif à la composition de la  
Commission Départementale de la Chasse et de la Faune  
Sauvage (CDCFS)



**PRÉFÈTE  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté portant composition de la  
Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage**

**VU** le Code de l'Environnement, notamment les articles R.421-29 à R.421-32 ;  
**VU** le décret n°2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives,  
**VU** le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,  
**VU** l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 fixant la composition de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage modifié par l'arrêté préfectoral du 13 mai 2019,  
**VU** l'avis du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,  
**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage, présidée par le Préfet ou son représentant, est composée des membres suivants :

**1° ) Au titre du collège des services de l'État et de ses établissements publics :**

- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, ou son représentant ;
- Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, ou son représentant ;
- Le Délégué Régional de l'Office Français de la Biodiversité, ou son représentant ;
- Le Président de l'Association des Lieutenants de Louveterie du département de la Gironde, ou son représentant.

**2° ) Au titre des représentants des chasseurs :**

- Le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Gironde, ou son représentant ;
- huit représentants des différents modes de chasse, désignés sur proposition de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Gironde :
  - ◆ Madame Claudie DUCOURNEAU,
  - ◆ Monsieur Victor ALCARAZ,
  - ◆ Monsieur Raymond SYLVESTRINI,
  - ◆ Monsieur Didier DUR,
  - ◆ Monsieur Jacky JONCHERE,
  - ◆ Monsieur Jean-François SEGUY,
  - ◆ Monsieur Jacques ROUX,
  - ◆ Monsieur Thibault VARENNE.

**3° ) Au titre des représentants des piégeurs :**

- ◆ Monsieur Gérard DELAS, Président de l'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde.
- ◆ Monsieur Philippe MARASCALCHI, Secrétaire de l'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde.

**4° ) Au titre des représentants de la propriété forestière privée, de la propriété forestière non domaniale relevant du régime forestier et de l'Office National des Forêts :**

- Le Directeur de l'Agence Landes Nord Aquitaine de l'Office National des Forêts, ou son représentant ;
- Le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière, représenté par Monsieur Alain BERARD,

membre titulaire, ou Madame Bénédicte BEYRIES, membre suppléant ;  
- Le Président du Syndicat des Sylviculteurs du Sud-Ouest, ou son représentant ;  
- Monsieur le Président de l'Association Départementale des Communes forestières de Gironde ou son représentant", au titre de la propriété forestière non domaniale relevant du régime forestier .

5°) Au titre des représentants des intérêts agricoles :

- Le Président de la Chambre d'Agriculture, ou son représentant,
- des représentants des intérêts agricoles :
- ◆ Messieurs Jean François BOURGES et Franck DAUBIN, titulaires,
- ◆ Madame Bérénice WALTON et Monsieur Gilles JOACHIM, suppléants,

6°) Au titre des représentants d'associations agréées au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement actives dans le domaine de la conservation de la faune et de la protection de la nature :

- ◆ Monsieur le Président de la S.E.P.A.N.S.O, ou son représentant ;
- ◆ Monsieur le Président de la Ligue de Protection des Oiseaux (L.P.O.) Aquitaine, ou son représentant.

7°) Au titre des personnalités qualifiées en matière scientifique et technique dans le domaine de la chasse ou de la faune sauvage :

- ◆ Monsieur le Président du Syndicat des Vétérinaires de la Gironde ou son représentant,
- ◆ Monsieur Sébastien ROUE, écologue.

**ARTICLE 2 :** Lorsqu'elle se réunit en formation spécialisée d'indemnisation des dégâts de gibier, la commission, présidée par le Préfet ou son représentant, est composée des membres suivants :

1°) Au titre des représentants des chasseurs :

- Le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Gironde, ou son représentant ;
- trois représentants des différents modes de chasse désignés sur proposition de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Gironde,
  - ◆ Monsieur Victor ALCARAZ,
  - ◆ Monsieur Jacques ROUX,
  - ◆ Monsieur Michel BERTIN.

2°) Pour les affaires concernant l'indemnisation des dégâts aux cultures et aux récoltes agricoles :

Au titre des représentants des intérêts agricoles :

- Le Président de la Chambre d'Agriculture, ou son représentant,
- trois représentants désignés sur proposition de M. le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde,
  - ◆ Monsieur Jean-François BOURGES,
  - ◆ Monsieur Franck DAUBIN,
  - ◆ Monsieur Gilles JOACHIM.

Pour les affaires concernant l'indemnisation des dégâts aux forêts :

Au titre des représentants des intérêts forestiers :

- Le Directeur Régional de l'Office National des Forêts, ou son représentant ;
- Le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière, représenté par Monsieur Alain BERARD, membre titulaire, ou Madame Bénédicte BEYRIES, membre suppléant ;
- Le Président du Syndicat des Sylviculteurs du Sud-Ouest, ou son représentant ;
- Monsieur le Président de l'Association Départementale des Communes forestières de Gironde ou son représentant", au titre de la propriété forestière non domaniale relevant du régime forestier .

Membres consultatifs :

- le Chef du Service Départemental de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ou son représentant,
- le Président de l'Association des Lieutenants de Louveterie de la Gironde ou son représentant.

**ARTICLE 3 :** Lorsqu'elle se réunit en formation spécialisée "animaux susceptibles d'occasionner des dégâts", la commission, présidée par le Préfet ou son représentant, est composée des membres suivants :

- le Président de l'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde (ADPAG) ou son représentant,

- le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Gironde (FDCG) ou son représentant,
- le Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ou son représentant,
- le Président de la Fédération Départementale des Sociétés pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) ou son représentant,
- au titre des personnes qualifiées en matière scientifique et technique dans le domaine de la chasse et de la faune sauvage :
  - ^ Monsieur le Président du Syndicat des Vétérinaires de la Gironde ou son représentant,
  - ^ Monsieur Sébastien ROUE, écologue.

Membres consultatifs :

- le Chef du Service Départemental de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ou son représentant,
- le Président de l'Association des Lieutenants de Louveterie de la Gironde ou son représentant.

ARTICLE 4 : Les membres de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage sont nommés pour une période de 3 ans, à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le secrétariat de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage est assuré par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde.

ARTICLE 6 : Les arrêtés préfectoraux du 04/05/2017 et 13/05/2019 relatifs à la composition de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage sont abrogés.

ARTICLE 7 : En application du code des relations du public avec l'administration et du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique <<télérecours citoyens>> accessible par le site internet <<[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)>>.

ARTICLE 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Gironde.

Bordeaux, le 22 JUIN 2020

La Préfète

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

Thierry SUQUET

Cité administrative  
2 rue Jules Ferry – BP 90  
33090 Bordeaux Cedex  
Tél : 05 56 93 30 33  
Mél : [ddtm-sner@gironde.gouv.fr](mailto:ddtm-sner@gironde.gouv.fr)  
[www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)



# DDTM GIRONDE

33-2020-07-03-003

La Préfète de la Gironde a accordé le 03/07/2020 l'autorisation tacite au 24 juin 2020 à la SARL OUEST IMMO l'extension d'un ensemble commercial par la création de cellules commerciales de 800 m<sup>2</sup> de surface de vente, situé Avenue Isaac Newton à MERIGNAC (33700)



## AVIS TACITE

Le 12 février 2020, le secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de la Gironde a enregistré le permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale n°03328119Z0334 présentée par la SARL OUEST IMMO, représentée par M. Edgar BONTE son gérant, dont le siège est situé 100 rue du Calvaire à HEM (59510). Cette demande d'AEC porte sur l'extension d'un ensemble commercial de 6348 m<sup>2</sup> par la création de deux cellules commerciales de 800 m<sup>2</sup> de surface de vente situé Avenue Isaac Newton à MERIGNAC (33700).

Compte tenu de l'application de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 qui prévoit la suspension, ou interruption selon les cas, des délais de recours et d'instruction depuis le 12 mars 2020, et la reprise des délais au 24 mai ou 24 juin selon les procédures, qui a été modifiée pour tenir compte de la prorogation de l'état d'urgence sanitaire – cf. notamment ordonnances n°2020-539 du 7 mai 2020 (pour les procédures d'AEC et la durée de validité des AEC avant ouverture au public) et n°2020-560 du 13 mai 2020 (pour les procédures de PC/AEC), le délai d'instruction de ce projet, en cours au 12 mars, s'est trouvé suspendu depuis cette date pour reprendre à la date du 24 mai 2020.

De plus, en application de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, la présence physique des membres et parties est nécessaire pour la tenue des réunions des CDAC, par souci de confidentialité et de sincérité des débats – cf. notamment l'article L.752-14, qui prévoit le «vote à la majorité absolue des membres présents», l'article R.752-15, qui fixe le quorum à «au moins la majorité de ses membres sont présents» et l'article R.752-17, qui insiste sur la confidentialité des débats et le secret des documents relatifs aux dossiers examinés.

En l'absence de notification d'un avis de la commission départementale d'aménagement commercial de la Gironde dans le délai de deux mois à compter de l'enregistrement de cette demande, l'avis sollicité par la SARL OUEST IMMO est réputé favorable depuis le 24 juin 2020.

Cette autorisation tacite sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde et un extrait de cette autorisation sera publié dans deux journaux régionaux locaux diffusés dans le département.

03 JUIL. 2020



Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

Thierry SUQUET

*Cette autorisation tacite peut faire l'objet d'un recours conformément aux articles L.752-17 et R.752-30 à R.752-34 du code de commerce auprès de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial secrétariat de la CNAC, télédocus 121, 61 Boulevard Vincent PARIS CEDEX 13 par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai d'un mois à compter de la dernière des mesures de publication pour les tiers.*

Cité administrative  
2 rue Jules Ferry - BP 90  
33090 Bordeaux Cedex  
Tél : 05 56 93 30 33  
[www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)

2 / 2

## DDTM GIRONDE

33-2020-07-03-004

La Préfète de la Gironde a accordé le 03/07/2020 l'autorisation tacite au 26 juin 2020 à la SCI COPRA l'extension d'un ensemble commercial de 1551 m<sup>2</sup> de surface de vente, par l'extension de 466 m<sup>2</sup> de surface de vente du magasin NETTO d'une surface de vente actuelle de 648 m<sup>2</sup>, portant la surface de vente totale du magasin après projet à 1114 m<sup>2</sup>, situé au 7 Le Pas du Soc à AVENSAN (33480)

## AVIS TACITE

Le 14 février 2020, le secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de la Gironde a enregistré le permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale n°03302219S0044 présentée par la SCI COPRA, représentée par M. Pierre ROBERT DE SAINT VINCENT son gérant, dont le siège est situé 3 rue de la Garenne Mauvesin à CASTELNAU-DE-MEDOC (33480). Cette demande d'AEC porte sur l'extension d'un ensemble commercial de 1551 m<sup>2</sup> de surface de vente, par l'extension de 466 m<sup>2</sup> de surface de vente d'un magasin NETTO d'une surface de vente actuelle de 648 m<sup>2</sup>, portant la surface de vente totale du magasin après projet à 1114 m<sup>2</sup>, situé au 7 Le Pas du Soc à AVENSAN (33480).

Conformément à l'application de la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 qui prévoit la suspension, ou interruption selon les cas, des délais de recours et d'instruction depuis le 12 mars 2020, et la reprise des délais au 24 mai ou 24 juin selon les procédures, qui a été modifiée pour tenir compte de la prorogation de l'état d'urgence sanitaire – cf. notamment ordonnances n°2020-539 du 7 mai 2020 (pour les procédures d'AEC et la durée de validité des AEC avant ouverture au public) et n°2020-560 du 13 mai 2020 (pour les procédures de PC/AEC), le délai d'instruction de ce projet, en cours au 12 mars, s'est trouvé suspendu depuis cette date pour reprendre à la date du 24 mai 2020.

De plus, en application de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, la présence physique des membres et parties est nécessaire pour la tenue des réunions des CDAC, par souci de confidentialité et de sincérité des débats – cf. notamment l'article L.752-14, qui prévoit le «vote à la majorité absolue des membres présents», l'article R.752-15, qui fixe le quorum à «au moins la majorité de ses membres sont présents» et l'article R.752-17, qui insiste sur la confidentialité des débats et le secret des documents relatifs aux dossiers examinés.

En l'absence de notification d'un avis de la commission départementale d'aménagement commercial de la Gironde dans le délai de deux mois à compter de l'enregistrement de cette demande, l'avis sollicité par la SCI COPRA est réputé favorable depuis le 26 juin 2020.

Cette autorisation tacite sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde et un extrait de cette autorisation sera publié dans deux journaux régionaux locaux diffusés dans le département.

  
Pour la Préfète déléguée,  
le Secrétaire Général  
03 JUL. 2020  
Thierry SUQUET

*Cette autorisation tacite peut faire l'objet d'un recours conformément aux articles L.752-17 et R.752-30 à R.752-34 du code de commerce auprès de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial secrétariat de la CNAC, télédod 121, 61 Boulevard Vincent PARIS CEDEX 13 par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai d'un mois à compter de la dernière des mesures de publication pour les tiers.*

Cité administrative  
2 rue Jules Ferry – BP 90  
33090 Bordeaux Cedex  
Tél : 05 56 93 30 33  
[www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)

2 / 2

# PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2020-07-02-001

## Arrêté fixant le mode de scrutin pour l'élection des délégués pour les élections sénatoriales du 27 septembre 2020

*Arrêté fixant le mode de scrutin pour l'élection des délégués pour les élections sénatoriales du 27  
septembre 2020*



**PRÉFÈTE  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté et de la Légalité  
Bureau des Élections  
et de l'Administration générale**

**Arrêté fixant le mode de scrutin, le nombre de délégués, de délégués supplémentaires et de suppléants à élire ou à désigner pour chacune des communes du département de la Gironde à l'occasion des élections sénatoriales de la série 2 du 27 septembre 2020**

**La Préfète de la Gironde**

**Vu** le code électoral, notamment ses articles LO 276, LO 278, L 283, L 284, L 285, L 286 et suivants, L 288, L 289 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, préfète de la région Nouvelle Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité sud-ouest, préfète de la Gironde ;

**Vu** le décret n°2020-812 du 29 juin 2020 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Gironde ;

**ARRÊTE**

**Article premier :** les collèges électoraux pour l'élection des sénateurs sont convoqués le dimanche 27 septembre 2020 afin de procéder au renouvellement des mandats des sénateurs de la série 2 (série du département de la Gironde). Le scrutin a lieu à la représentation proportionnelle. Il est ouvert à huit heures trente et clos à dix-sept heures trente.

**Article 2 :** à l'occasion des élections des sénateurs le 27 septembre prochain, les conseils municipaux de toutes les communes du département de la Gironde sont convoqués le vendredi 10 juillet 2020 afin d'élire et désigner leurs délégués et suppléants.

**Article 3 :** le nombre de délégués, de délégués supplémentaires et de suppléants des délégués à élire ou à désigner est fixé dans le tableau joint en annexe.

**Article 4 :** les procès-verbaux de désignation des conseils municipaux devront parvenir à la préfecture de la Gironde, bureau des élections, par voie postale et les tableaux renseignés des délégués élus devront parvenir par voie électronique à l'adresse courriel dédiée : [pref-senatoriales2020@gironde.gouv.fr](mailto:pref-senatoriales2020@gironde.gouv.fr) le vendredi 10 juillet 2020 avant 23h00.

2, esplanade Charles-de-Gaulle  
CS 41397 – 33077 Bordeaux Cedex  
Tél : 05 56 90 60 60  
[www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)

1/2

**Article 5** : le présent arrêté sera affiché à la porte de toutes les mairies et notifié par écrit à tous les membres des conseils municipaux par les soins de Mesdames et Messieurs les maires.

**Article 6** : le secrétaire général de la préfecture de la Gironde, les sous-préfets d'arrondissement et les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le 02 JUIL. 2020

Le Préfet  
Pour la Préfecture et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Thierry SUQUET

|                                 | <b>Strate des communes de moins 1 000 HABITANTS</b>   |                             |                            |  |                            |
|---------------------------------|---|-----------------------------|----------------------------|--|----------------------------|
|                                 | <b>Scrutin secret majoritaire à deux tours pour les communes de moins de 1000habitant (L 288)</b> |                             |                            |  |                            |
| <b>Commune</b>                  | <b>Population municipale</b>  | <b>Effectif légal du CM</b> | <b>délégués titulaires</b> | <b>Nombre de délégués titulaires supplémentaires</b> | <b>délégués suppléants</b> |
| <b>Bossugan</b>                 | 39  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Lartigue</b>                 | 40  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Castelmoron-d'Albret</b>     | 53  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Saint-Antoine-du-Queyret</b> | 59  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Coubeyrac</b>                | 71  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Saint-Hilaire-du-Bois</b>    | 78  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Saint-Avit-de-Soulège</b>    | 78  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Bourideys</b>                | 79  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Dardenac</b>                 | 85  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Mouillac</b>                 | 88  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Saint-Genis-du-Bois</b>      | 89  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Goualade</b>                 | 91  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Saint-Laurent-du-Plan</b>    | 92  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Bourdelles</b>               | 93  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Coutures</b>                 | 96  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Landerrouet-sur-Ségur</b>    | 97  | 7                           | 1                          |  | 3                          |
| <b>Floudès</b>                  | 108   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Martres</b>                  | 113   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Labescau</b>                 | 117   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Donzac</b>                   | 118   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Sillas</b>                   | 118   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Bassanne</b>                 | 120   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Sainte-Foy-la-Longue</b>     | 122   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Courpiac</b>                 | 125   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Tayac</b>                    | 133   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Saint-Hippolyte</b>          | 134   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Montignac</b>                | 139   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Auriolles</b>                | 140   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Saint-Martin-de-Lerm</b>     | 143   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Masseilles</b>               | 145   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Caumont</b>                  | 147   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Sainte-Florence</b>          | 149   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Neuffons</b>                 | 150   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Daubèze</b>                  | 153   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Escaudes</b>                 | 153   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Cleyrac</b>                  | 160   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Guillac</b>                  | 163   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Saint-Germain-de-Grave</b>   | 166   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Ligueux</b>                  | 166   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Saint-Exupéry</b>            | 168   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Cauvignac</b>                | 169   | 11                          | 1                          |  | 3                          |
| <b>Listrac-de-Durèze</b>        | 171   | 11                          | 1                          |  | 3                          |

|                                      |     |    |   |  |   |
|--------------------------------------|-----|----|---|--|---|
| <b>Lados</b>                         | 174 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Giscos</b>                        | 180 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Montagoudin</b>                   | 181 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Riocaud</b>                       | 181 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Origne</b>                        | 182 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Martin-du-Puy</b>           | 183 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Cibard</b>                  | 183 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Marimbault</b>                    | 186 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Sainte-Gemme</b>                  | 186 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Gans</b>                          | 188 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Francs</b>                        | 189 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Soussac</b>                       | 190 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Rimons</b>                        | 192 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Brouqueyran</b>                   | 194 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Cessac</b>                        | 194 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Ladaux</b>                        | 195 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Pey-d'Armens</b>            | 196 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Coirac</b>                        | 202 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Semens</b>                        | 206 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Aignan</b>                  | 207 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Landerrouat</b>                   | 208 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Marions</b>                       | 208 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Pleine-Selve</b>                  | 219 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Castelviel</b>                    | 219 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Cours-les-Bains</b>               | 222 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Mesterrieux</b>                   | 222 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Civrac-sur-Dordogne</b>           | 223 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Fossès-et-Baleyssac</b>           | 224 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Bellefond</b>                     | 225 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Sulpice-de-Pommiers</b>     | 225 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Caplong</b>                       | 225 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Lavazan</b>                       | 227 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Massugas</b>                      | 227 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Loubert</b>                 | 228 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Sulpice-de-Guilleragues</b> | 229 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Birac</b>                         | 231 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Etienne-de-Lisse</b>        | 231 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Michel-de-Lapujade</b>      | 233 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Cazalis</b>                       | 236 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Michel-de-Castelnau</b>     | 237 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Les Esseintes</b>                 | 238 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Brannens</b>                      | 239 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Juillac</b>                       | 240 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Lucmau</b>                        | 241 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Martial</b>                 | 242 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Quentin-de-Caplong</b>      | 243 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Cazaugitat</b>                    | 244 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Mauriac</b>                       | 244 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Madirac</b>                       | 245 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Laurent-du-Bois</b>         | 250 | 11 | 1 |  | 3 |

|                                    |     |    |   |  |   |
|------------------------------------|-----|----|---|--|---|
| <b>Saint-Sève</b>                  | 254 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Bellebat</b>                    | 257 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Pompéjac</b>                    | 260 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Laurent-des-Combes</b>    | 260 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Berthez</b>                     | 263 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Doulezon</b>                    | 265 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Aubiac</b>                      | 272 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Couquèques</b>                  | 272 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Le Tuzan</b>                    | 278 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Laroque</b>                     | 279 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Roquebrune</b>                  | 280 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Gardegan-et-Tourtirac</b>       | 281 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Christoly-Médoc</b>       | 283 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Cours-de-Monségur</b>           | 284 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Blaignac</b>                    | 287 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Félix-de-Foncaude</b>     | 288 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Bagas</b>                       | 295 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Lugasson</b>                    | 295 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Barie</b>                       | 296 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Omet</b>                        | 296 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Jugazan</b>                     | 298 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Escoussans</b>                  | 299 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Monprimblanc</b>                | 300 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Taillecavat</b>                 | 300 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Loubens</b>                     | 301 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Puynormand</b>                  | 302 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Blésignac</b>                   | 303 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Pierre-de-Bat</b>         | 308 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Brice</b>                 | 316 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Villenave-de-Rions</b>          | 317 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Fours</b>                       | 318 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Côme</b>                  | 320 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Tarnès</b>                      | 325 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Sauviac</b>                     | 327 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>La Roquille</b>                 | 328 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Tizac-de-Curton</b>             | 330 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Belvès-de-Castillon</b>         | 333 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Sendets</b>                     | 334 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Léger-de-Balson</b>       | 337 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Léon</b>                  | 339 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Mérignas</b>                    | 341 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Trojan</b>                | 342 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Dieulivol</b>                   | 344 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Sauveur-de-Puynormand</b> | 348 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Ferme</b>                 | 349 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Aubin-de-Branne</b>       | 351 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Vivien-de-Blaye</b>       | 356 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Cadarsac</b>                    | 357 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Camiac-et-Saint-Denis</b>       | 362 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Les Salles-de-Castillon</b>     | 363 | 11 | 1 |  | 3 |

|                                    |     |    |   |  |   |
|------------------------------------|-----|----|---|--|---|
| <b>Gabarnac</b>                    | 365 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Vivien-de-Monségur</b>    | 366 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Yzans-de-Médoc</b>        | 374 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Philippe-d'Aiguille</b>   | 374 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Gajac</b>                       | 380 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Hilaire-de-la-Noaille</b> | 381 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Sigalens</b>                    | 381 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Mourens</b>                     | 385 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Vincent-de-Pertignas</b>  | 385 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Néac</b>                        | 386 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Germain-de-la-Rivière</b> | 386 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Genès-de-Lombaud</b>      | 391 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Genès-de-Castillon</b>    | 393 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Villeneuve</b>                  | 395 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Margueron</b>                   | 397 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Casseuil</b>                    | 398 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Le Puy</b>                      | 403 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saillans</b>                    | 403 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Seurin-de-Bourg</b>       | 404 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Lignan-de-Bazas</b>             | 409 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Camiran</b>                     | 412 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Sainte-Colombe</b>              | 422 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Mombrier</b>                    | 423 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Puybarban</b>                   | 423 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>La Rivière</b>                  | 423 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Faleyras</b>                    | 424 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Samonac</b>                     | 426 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Cazats</b>                      | 426 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Uzeste</b>                      | 430 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Soullignac</b>                  | 432 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-André-du-Bois</b>         | 434 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Gornac</b>                      | 435 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Baigneaux</b>                   | 438 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Jean-de-Blaignac</b>      | 440 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Christophe-des-Bardes</b> | 442 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Pessac-sur-Dordogne</b>         | 449 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Guillos</b>                     | 450 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Bayas</b>                       | 456 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Sainte-Radegonde</b>            | 457 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Romagne</b>                     | 460 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Asques</b>                      | 460 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Bommes</b>                      | 465 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Noaillac</b>                    | 466 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Pondaurat</b>                   | 470 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Tizac-de-Lapouyade</b>          | 474 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saugon</b>                      | 475 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Daignac</b>                     | 476 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Saint-Philippe-du-Seignal</b>   | 476 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Lugaigac</b>                    | 479 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Lerm-et-Musset</b>              | 482 | 11 | 1 |  | 3 |

|  |     |    |   |  |   |
|--|-----|----|---|--|---|
| <b>Saint-Genès-de-Blaye</b>  | 485 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Arcins</b>  | 490 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Campugnan</b>   | 496 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Loupiac-de-la-Réole</b>   | 497 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Cardan</b>  | 498 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Lapouyade</b>   | 498 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Vignonet</b>  | 498 | 11 | 1 |  | 3 |
| <b>Blaignan-Prignac</b> (fusion au 01/01/19 de<br>Blaignan et Prignac) | 469 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Balizac</b>   | 503 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Savignac-de-l'Isle</b>  | 504 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Palais</b>  | 505 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Ordonnac</b>  | 510 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Hure</b>  | 513 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Cabara</b>  | 513 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Le Nizan</b>  | 520 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Isle-Saint-Georges</b>  | 522 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Michel-de-Fronsac</b>   | 522 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Le Fieu</b>   | 523 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Mazion</b>  | 525 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saumos</b>  | 532 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Pujols</b>  | 538 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Comps</b>   | 540 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Générac</b>   | 541 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Martin-de-Laye</b>  | 544 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Morizès</b>   | 545 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Valeyrcac</b>   | 548 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Androny</b>   | 551 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Les Lèves-et-Thoumeyragues</b>                                      | 557 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Gours</b>   | 571 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Pardon-de-Conques</b>   | 579 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Lestiac-sur-Garonne</b>   | 580 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Naujan-et-Postiac</b>   | 580 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Antoine-sur-l'Isle</b>  | 585 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Eynesse</b>   | 587 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Martin-de-Sescas</b>  | 589 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Labarde</b>   | 591 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Flaujagues</b>  | 591 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Mongauzy</b>  | 595 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Julien-Beychevelle</b>  | 595 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Ruch</b>  | 600 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Le Pout</b>   | 603 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Camps-sur-l'Isle</b>  | 603 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Pomerol</b>   | 607 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Le Temple</b>   | 615 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Bieujac</b>   | 620 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Pey-de-Castets</b>  | 622 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Savignac</b>  | 633 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Croignon</b>  | 642 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Cursan</b>  | 650 | 15 | 3 |  | 3 |

|                                   |     |    |   |  |   |
|-----------------------------------|-----|----|---|--|---|
| <b>Lalande-de-Pomerol</b>         | 655 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Brach</b>                      | 667 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-André-et-Appelles</b>    | 686 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Civrac-en-Médoc</b>            | 692 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Grézillac</b>                  | 695 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Bayon-sur-Gironde</b>          | 704 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Seurin-de-Cadourne</b>   | 710 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Capian</b>                     | 721 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Petit-Palais-et-Cornemps</b>   | 723 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Louchats</b>                   | 724 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Frontenac</b>                  | 731 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Christophe-de-Double</b> | 732 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Chamadelle</b>                 | 733 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Lansac</b>                     | 739 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Talais</b>                     | 741 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Bonzac</b>                     | 747 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Gauriac</b>                    | 748 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Mazères</b>                    | 761 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Gensac</b>                     | 771 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Marcenais</b>                  | 772 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Eyrans</b>                     | 773 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Seurin-de-Cursac</b>     | 774 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Espiet</b>                     | 776 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Pujols-sur-Ciron</b>           | 780 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Michel-de-Rieufret</b>   | 781 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Budos</b>                      | 787 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Sauternes</b>                  | 790 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Fontet</b>                     | 793 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Genès-de-Fronsac</b>     | 794 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Loupes</b>                     | 795 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Cudos</b>                      | 802 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Léogéats</b>                   | 805 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Le Tourne</b>                  | 812 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Aubin-de-Blaye</b>       | 821 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Lignan-de-Bordeaux</b>         | 822 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Aillas</b>                     | 822 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Ciers-de-Canesse</b>     | 825 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Haux</b>                       | 827 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Nérigean</b>                   | 839 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Le Pian-sur-Garonne</b>        | 852 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Puisseguin</b>                 | 856 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Civrac-de-Blaye</b>            | 857 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Martin-du-Bois</b>       | 862 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Baurech</b>                    | 871 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Romain-la-Virvée</b>     | 873 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Teuillac</b>                   | 880 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Porchères</b>                  | 881 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Plassac</b>                    | 885 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Donnezac</b>                   | 899 | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Sainte-Croix-du-Mont</b>       | 899 | 15 | 3 |  | 3 |

|                                  |   |    |   |  |   |
|----------------------------------|---|----|---|--|---|
| <b>Blasimon</b>                  | 906   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Bégadan</b>                   | 909   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Vérac</b>                     | 923   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Lugos</b>                     | 927   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Paul</b>                | 935   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Anglade</b>                   | 947   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Bonnetan</b>                  | 947   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Girons-d'Aiguevives</b> | 950   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Magne</b>               | 967   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Jau-Dignac-et-Loirac</b>      | 973   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Vensac</b>                    | 986   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Moulon</b>                    | 999   | 15 | 3 |  | 3 |
|                                  | <b>Strate des communes de plus de 1 000 habitants</b>   |    |   |  |   |
|                                  | <b>Scrutin de listes à 2 tours à la représentation proportionnelle pour les communes de plus de 1 000 habitants (L 289)</b> |    |   |  |   |
| <b>Camarsac</b>                  | 1 004   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Vincent-de-Paul</b>     | 1 007   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Préchac</b>                   | 1 010   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Maransin</b>                  | 1 016   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Auros</b>                     | 1 020   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Verdelais</b>                 | 1 031   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Coimères</b>                  | 1 034   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Villandraut</b>               | 1 059   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Mouliets-et-Villemartin</b>   | 1 061   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Virelade</b>                  | 1 062   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Salaunes</b>                  | 1 066   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Tabanac</b>                   | 1 082   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Naujac-sur-Mer</b>            | 1 090   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Pellegrue</b>                 | 1 099   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Bernos-Beaulac</b>            | 1 104   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Les Artigues-de-Lussac</b>    | 1 108   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Virzac</b>                    | 1 112   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Loupiac</b>                   | 1 112   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Martin-Lacaussade</b>   | 1 118   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Baron</b>                     | 1 153   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Fronsac</b>                   | 1 153   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Caudrot</b>                   | 1 180   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Cars</b>                      | 1 187   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Béguey</b>                    | 1 187   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Les Billaux</b>               | 1 191   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Pierre-de-Mons</b>      | 1 198   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Périssac</b>                  | 1 198   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Marsas</b>                    | 1 204   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Grignols</b>                  | 1 207   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Rauzan</b>                    | 1 211   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Paillet</b>                   | 1 213   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Lamothe-Landerron</b>         | 1 226   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Saint-Germain-d'Esteuil</b>   | 1 234   | 15 | 3 |  | 3 |
| <b>Cartelègue</b>                | 1 244   | 15 | 3 |  | 3 |

|   |       |    |   |   |
|---|-------|----|---|---|
| <b>Cadillac-en-Fronsadais</b>   | 1 249 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Ayguemorte-les-Graves</b>  | 1 256 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Gironde-sur-Dropt</b>  | 1 261 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Lussac</b>   | 1 261 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Villegouge</b>   | 1 263 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Arbanats</b>   | 1 272 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Captieux</b>   | 1 281 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Lugon-et-l'Île-du-Carnay</b>                                       | 1 281 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Gauriaguet</b>   | 1 283 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Vertheuil</b>  | 1 286 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Branne</b>   | 1 288 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Tauriac</b>  | 1 289 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Lamarque</b>   | 1 308 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Saint-Sauveur</b>  | 1 312 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Sablons</b>  | 1 314 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Saint-Pierre-d'Aurillac</b>  | 1 321 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Hostens</b>  | 1 329 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Le Verdon-sur-Mer</b>  | 1 335 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Saint-Sulpice-de-Faleyrens</b>                                     | 1 348 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Grayan-et-l'Hôpital</b>  | 1 371 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Prignac-et-Marcamps</b>  | 1 379 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Queyrac</b>  | 1 382 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Illats</b>   | 1 407 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Saint-Ciers-d'Abzac</b>  | 1 446 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Saint-Laurent-d'Arce</b>   | 1 449 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Saint-Avit-Saint-Nazaire</b>                                       | 1 469 | 15 | 3 | 3 |
| <b>La Sauve</b>   | 1 483 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Etauliers</b>  | 1 493 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Cubnezais</b>  | 1 499 | 15 | 3 | 3 |
| <b>Porte de Benauges (fusion au 01/01/19 de Arbis et Cantois)</b>     | 505   | 19 | 5 | 3 |
| <b>Castets et Castillon (Castillon de Castets, Castets en Dorthe)</b> | 1 452 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Montagne</b>   | 1 524 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Rions</b>  | 1 556 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Les Peintures</b>  | 1 583 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Monségur</b>   | 1 584 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Guîtres</b>  | 1 589 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Reignac</b>  | 1 599 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Saint-Mariens</b>  | 1 602 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Braud-et-Saint-Louis</b>   | 1 605 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Saint-Estèphe</b>  | 1 615 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Cambes</b>   | 1 625 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Soussans</b>   | 1 629 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Fargues</b>  | 1 652 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Lagorce</b>  | 1 667 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Noaillan</b>   | 1 679 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Saint-Morillon</b>   | 1 694 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Roaillan</b>   | 1 700 | 19 | 5 | 3 |
| <b>Saint-Vivien-de-Médoc</b>  | 1 777 | 19 | 5 | 3 |

|   |       |    |   |  |   |
|---|-------|----|---|--|---|
| <b>Sauveterre-de-Guyenne</b>                                | 1 788 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Berson</b>   | 1 795 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Moulis-en-Médoc</b>                                      | 1 830 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Saint-Symphorien</b>                                     | 1 837 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Saint-Emilion</b>  | 1 874 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Saint-Gervais</b>  | 1 878 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Sainte-Terre</b>   | 1 883 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Cénac</b>  | 1 907 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Saint-Maixant</b>  | 1 919 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Abzac</b>  | 1 937 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Génissac</b>   | 1 948 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Arveyres</b>   | 1 960 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Saint-Christoly-de-Blaye</b>                             | 1 973 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Saint-Magne-de-Castillon</b>                             | 1 998 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Barsac</b>   | 2 063 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Cavignac</b>   | 2 065 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Saint-Macaire</b>  | 2 076 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Targon</b>   | 2 077 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Cérons</b>   | 2 084 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Preignac</b>   | 2 140 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Cissac-Médoc</b>   | 2 146 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Langoiran</b>  | 2 152 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Les Eglisottes-et-Chalaires</b>                          | 2 152 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Saint-Louis-de-Montferrand</b>                           | 2 153 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Saint-Germain-du-Puch</b>                                | 2 156 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Peujard</b>  | 2 173 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Quinsac</b>  | 2 189 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Beychac-et-Caillau</b>                                   | 2 227 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Landiras</b>   | 2 227 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Cussac-Fort-Médoc</b>                                    | 2 240 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Bourg</b>  | 2 243 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Beautiran</b>  | 2 267 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Pugnac</b>   | 2 288 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Gaillan-en-Médoc</b>                                     | 2 323 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Castres-Gironde</b>                                      | 2 352 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Saint-Yzan-de-Soudiac</b>                                | 2 380 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Saint-Médard-de-Guizières</b>                            | 2 380 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Cabanac-et-Villagrains</b>                               | 2 393 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>La Lande-de-Fronsac</b>                                  | 2 412 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Carcans</b>  | 2 413 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Saint-Quentin-de-Baron</b>                               | 2 442 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Vendays-Montalivet</b>                                   | 2 445 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Cubzac-les-Ponts</b>                                     | 2 466 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Salleboeuf</b>   | 2 490 | 19 | 5 |  | 3 |
| <b>Sainte-Foy-la-Grande</b>                                 | 2 554 | 23 | 7 |  | 4 |
| <b>Val-de-Livenne (Saint-Caprais-de-Blaye et Marcillac)</b> | 1 744 | 23 | 7 |  | 4 |
| <b>Cézac</b>  | 2 571 | 23 | 7 |  | 4 |
| <b>Toulence</b>   | 2 640 | 23 | 7 |  | 4 |
| <b>Portets</b>  | 2 702 | 23 | 7 |  | 4 |

|  |       |    |    |   |
|--|-------|----|----|---|
| <b>Listrac-Médoc</b>   | 2 764 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Laruscade</b>   | 2 765 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Cadillac</b>  | 2 789 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Sainte-Hélène</b>   | 2 797 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Soulac-sur-Mer</b>  | 2 811 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Yvrac</b>   | 2 812 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Camblanes-et-Meynac</b>                                     | 2 885 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Fargues-Saint-Hilaire</b>                                   | 2 889 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Avensan</b>   | 2 953 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Saint-Médard-d'Eyrans</b>                                   | 2 971 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Pompignac</b>   | 2 980 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Saint-Ciers-sur-Gironde</b>                                 | 3 012 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Galgon</b>  | 3 014 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Saint-Selve</b>   | 3 026 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Saucats</b>   | 3 056 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Martillac</b>   | 3 067 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Ambès</b>   | 3 128 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Saint-Seurin-sur-l'Isle</b>                                 | 3 155 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Castillon-la-Bataille</b>                                   | 3 166 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Le Porge</b>  | 3 185 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Saint-Savin</b>   | 3 208 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Montussan</b>   | 3 212 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Podensac</b>  | 3 215 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Saint-Caprais-de-Bordeaux</b>                               | 3 222 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Latresne</b>  | 3 497 | 23 | 7  | 4 |
| <b>Margaux-Cantenac</b>  | 2 965 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Hourtin</b>   | 3 506 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Val-de-Virvée (Aubie-Espessas, Saint-Antoine, Salignac)</b> | 3 512 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Arsac</b>   | 3 592 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Bouliac</b>   | 3 631 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Carignan-de-Bordeaux</b>                                    | 3 859 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Vayres</b>  | 3 956 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Macau</b>   | 4 225 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Sadirac</b>   | 4 244 | 27 | 15 | 5 |
| <b>La Brède</b>  | 4 280 | 27 | 15 | 5 |
| <b>La Réole</b>  | 4 356 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Pineuilh</b>  | 4 394 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Tresses</b>   | 4 610 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Saint-Sulpice-et-Cameyrac</b>                               | 4 614 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Sainte-Eulalie</b>  | 4 631 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Saint-Laurent-Médoc</b>                                     | 4 673 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Créon</b>   | 4 697 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Marcheprie</b>  | 4 724 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Ludon-Médoc</b>   | 4 771 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Bazas</b>   | 4 772 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Castelnau-de-Médoc</b>                                      | 4 778 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Blaye</b>   | 4 835 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Pauillac</b>  | 4 841 | 27 | 15 | 5 |
| <b>Lacanau</b>   | 4 914 | 27 | 15 | 5 |

|  |        |    |    |   |
|--|--------|----|----|---|
| Le Barp  | 5 506  | 29 | 15 | 5 |
| Belin-Béliet   | 5 529  | 29 | 15 | 5 |
| Saint-Denis-de-Pile  | 5 535  | 29 | 15 | 5 |
| Canéjan  | 5 539  | 29 | 15 | 5 |
| Lesparre-Médoc   | 5 801  | 29 | 15 | 5 |
| Izon   | 5 810  | 29 | 15 | 5 |
| Cadaujac   | 6 097  | 29 | 15 | 5 |
| Arès   | 6 308  | 29 | 15 | 5 |
| Le Pian-Médoc  | 6 649  | 29 | 15 | 5 |
| Lanton   | 6 912  | 29 | 15 | 5 |
| Salles   | 7 028  | 29 | 15 | 5 |
| Bassens  | 7 278  | 29 | 15 | 5 |
| Saint-Aubin-de-Médoc   | 7 362  | 29 | 15 | 5 |
| Langon   | 7 375  | 29 | 15 | 5 |
| Martignas-sur-Jalle  | 7 386  | 29 | 15 | 5 |
| Le Teich   | 7 906  | 29 | 15 | 5 |
| Audenge  | 7 993  | 29 | 15 | 5 |
| Carbon-Blanc   | 8 091  | 29 | 15 | 5 |
| Saint-Jean-d'Ilac  | 8 377  | 29 | 15 | 5 |
| Lège-Cap-Ferret  | 8 409  | 29 | 15 | 5 |
| Coutras  | 8 606  | 29 | 15 | 5 |
| Artigues-près-Bordeaux   | 8 639  | 29 | 15 | 5 |
| Parempuyre   | 8 709  | 29 | 15 | 5 |
| <b>Strate des communes de 9 000 à 29 999 habitants</b>                 |        |    |    |   |
| <b>Scrutin de listes à 2 tours à la représentation proportionnelle</b> |        |    |    |   |
| Saint-Loubès   | 9 509  | 29 | 29 | 8 |
| Mios   | 9 959  | 29 | 29 | 8 |
| Le Taillan-Médoc   | 10 096 | 33 | 33 | 9 |
| Léognan  | 10 372 | 33 | 33 | 9 |
| Biganos  | 10 706 | 33 | 33 | 9 |
| Le Haillan   | 11 018 | 33 | 33 | 9 |
| Arcachon   | 11 284 | 33 | 33 | 9 |
| Saint-André-de-Cubzac  | 11 464 | 33 | 33 | 9 |
| Andernos-les-Bains   | 11 645 | 33 | 33 | 9 |
| Blanquefort  | 15 833 | 33 | 33 | 9 |
| Ambarès-et-Lagrave   | 16 344 | 33 | 33 | 9 |
| Cestas   | 16 922 | 33 | 33 | 9 |
| Floirac  | 17 463 | 33 | 33 | 9 |
| Bruges   | 17 924 | 33 | 33 | 9 |
| Gujan-Mestras  | 21 152 | 35 | 35 | 9 |
| Eysines  | 23 462 | 35 | 35 | 9 |
| Lormont  | 23 538 | 35 | 35 | 9 |
| Le Bouscat   | 23 824 | 35 | 35 | 9 |
| Cenon  | 24 729 | 35 | 35 | 9 |
| Libourne   | 24 845 | 35 | 35 | 9 |
| Gradignan  | 25 552 | 35 | 35 | 9 |
| La Teste-de-Buch   | 26 078 | 35 | 35 | 9 |
| Bègles   | 28 601 | 35 | 35 | 9 |
| <b>Strate des communes de plus de 30 000 habitants</b>                 |        |    |    |   |

|                               | Scrutin de listes à 2 tours à la représentation proportionnelle |              |              |            |              |
|-------------------------------|---|--------------|--------------|------------|--------------|
| <b>Saint-Médard-en-Jalles</b> | 31 145  | 39           | 39           | 1          | 10           |
| <b>Villeneuve-d'Ornon</b>     | 34 090  | 39           | 39           | 5          | 11           |
| <b>Talence</b>                | 42 606  | 43           | 43           | 15         | 14           |
| <b>Pessac</b>                 | 63 808  | 49           | 49           | 42         | 21           |
| <b>Mérignac</b>               | 70 105  | 49           | 49           | 50         | 22           |
| <b>Bordeaux</b>               | 254 436   | 65           | 65           | 280        | 71           |
|                               | <b>1 583 384</b>  | <b>8 885</b> | <b>2 983</b> | <b>393</b> | <b>1 996</b> |

PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2020-06-29-007

Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire - PF  
OUMMA - 20-33-0200 - Pessac



**Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire  
de l'entreprise SAS dénommée "POMPES FUNÈBRES OUMMA" située à Pessac (33600)**

**La Préfète de la Gironde**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2223-19, R.2223-23 et L.2223-24 ;

**VU** le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 avril 2012 portant application du décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**VU** la demande, déposée le 13 mars 2020 et complétée par courriel le 09 juin 2020, par laquelle Monsieur Salim BOUNAASSE sollicite l'habilitation dans le domaine funéraire de son entreprise SAS "POMPES FUNÈBRES OUMMA" sise 197, avenue Pasteur à Pessac (33) ;

**CONSIDÉRANT** que l'entreprise SAS précitée ne justifie pas d'une expérience professionnelle d'au moins deux années consécutives dans les activités pour lesquelles l'habilitation est sollicitée, celle-ci est accordée pour une durée limitée à un an selon l'alinéa 2 de l'article R 2223-62 du CGCT ;

**CONSIDÉRANT** que cette entreprise SAS remplit les conditions pour bénéficier de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : L'entreprise SAS "POMPES FUNÈBRES OUMMA", exploitée 197, avenue Pasteur à Pessac (33), par Monsieur Salim BOUNAASSE, est habilitée pour exercer, sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires suivantes :

- Transport de corps avant et après mise en bière,
- Organisation des obsèques,
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
- Fourniture du personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations  
- activités exercées par d'autres entreprises de pompes funèbres (sous-traitance) -

**Article 2** : Le numéro de l'habilitation susvisée est le : **20-33-0200**

**Article 3** : La présente habilitation est accordée pour une durée de **un an** à compter de la **date du présent arrêté**

**Article 4** : En application de l'article R.2223-63, toute modification dans les indications prescrites à l'article R.2223-57 du CGCT doit être déclarée dans un délai de deux mois à la Préfecture de la Gironde,

**Article 5** : Pour les prestations fournies en sous-traitance, il appartient au bénéficiaire de la présente habilitation de s'assurer que les entreprises intervenant en sous-traitance sont bien habilitées pour les activités concernées et remplissent les conditions de capacités professionnelles requises,

**Article 6** : Les véhicules de transport de corps avant et après mise en bière doivent faire l'objet d'une visite de conformité tous les trois ans au plus, et tout en état de cause, dans les six mois qui précèdent la date de renouvellement de l'habilitation,

**Article 7** : La demande de renouvellement de l'habilitation, accompagnée des pièces requises, devra parvenir à la Préfecture de la Gironde au moins **deux mois avant** la date d'échéance,

**Article 8** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux devant Madame la Préfète de la Gironde,
- d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'Intérieur,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux,

**Article 9** : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Gironde est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et dont une copie sera adressée pour notification au requérant et copie pour information à Monsieur le Maire de la commune de Pessac (33).

Bordeaux, le **29 JUIN 2020**

La Préfète,

Pour la Préfète,  
Le Directeur de la citoyenneté et  
de la régularité

  
Thierry JAY

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**33-2019-12-24-002**

**Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire -  
THANACAP - 0541 - Andernos-les-Bains**

**ARRÊTÉ PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE  
DE L'ENTREPRISE SARL DE THANATOPRAXIE "THANACAP"  
À ANDERNOS-LES-BAINS (33510)  
N° 19-33-0541**

**LA PRÉFÈTE DE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE,  
PRÉFÈTE DE LA GIRONDE**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2223-19, R.2223-23 et L.2223-24 ;

**VU** le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 avril 2012 portant application du décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**VU** l'arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, et du ministre de la Santé et des solidarités, en date du 03 juillet 2006, fixant la liste des candidats ayant obtenus le diplôme national de thanatopracteur au titre de la session 2005-2006 ;

**VU** l'extrait Kbis délivré en date du 25 novembre 2019 par le Greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux ;

**VU** la demande, en date du 04 décembre 2019, par laquelle Monsieur CHARPENTIER Christophe sollicite l'habilitation funéraire de l'entreprise Sarl de thanatopraxie dénommée "THANACAP" située à Andernos-les-Bains (33) ;

**CONSIDERANT** que l'entreprise précitée ne justifie pas d'une expérience professionnelle d'au moins deux années consécutives dans les activités pour lesquelles l'habilitation est sollicitée, celle-ci est accordée pour une durée limitée à un an selon l'alinéa 2 de l'article R.2223-62 du CGCT ;

**CONSIDERANT** que l'entreprise Sarl de thanatopraxie "THANACAP" remplit les conditions pour bénéficier de l'habilitation funéraire ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** – L'entreprise Sarl de thanatopraxie dénommée "THANACAP" et exploitée par Monsieur CHARPENTIER Christophe à Andernos-les-Bains (33) - 10, Impasse du Pitey, est habilitée pour exercer sur l'ensemble du territoire national, l'activité funéraire suivante :

**→ Soins de conservation**

**ARTICLE 2** - Le numéro de l'habilitation susvisée est le : **19-33-0541**

.../...

**ARTICLE 3 -** La présente habilitation est accordée pour une durée de **1 an** à compter de la **date du présent arrêté**,

**ARTICLE 4 -** En application de l'article R.2223-63, toute modification dans les indications prescrites à l'article R.2223-57 du CGCT doit être déclarée dans un délai de deux mois à la Préfecture de la Gironde,

**ARTICLE 5 -** La demande de renouvellement de l'habilitation, accompagnée des pièces requises, devra parvenir à la Préfecture de La Gironde au moins **2 mois avant** la date d'échéance,

**ARTICLE 6 -** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux devant Madame la Préfète de la Gironde,
- d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'Intérieur,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux,

**ARTICLE 7 -** Monsieur Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde et Madame La Sous-Préfète de l'arrondissement d'Arcachon sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et dont une copie sera adressée pour notification au requérant et copie pour information à Monsieur Le Maire de la commune de Andernos-les-Bains (33).

LA PRÉFÈTE

Pour la Préfète,  
Le Directeur de la citoyenneté et  
de la légalité  
  
Thierry JAY

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**33-2019-12-12-005**

**Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire de  
l'établissement secondaire - PF Marbrerie Alain Robert -  
0539 - Castelnau-de-Médoc**

**ARRÊTÉ PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE  
DE L'ÉTABLISSEMENT SECONDAIRE DE LA SOCIÉTÉ OGF  
EXPLOITÉ SOUS LE NOM COMMERCIAL "POMPES FUNÈBRES MARBRERIE ALAIN ROBERT"  
À CASTELNAU-DE-MÉDOC (33480)  
N° 19-33-0539**

**LA PRÉFÈTE DE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE,  
PRÉFÈTE DE LA GIRONDE**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2223-19, R.2223-23 et L.2223-24 ;

**VU** le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 avril 2012 portant application du décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**VU** le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article R.2223-62 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** la demande, en date du 10 octobre 2019, complétée par courriel le 03 décembre 2019, par laquelle la Société Anonyme OGF sollicite l'habilitation funéraire de l'établissement secondaire dénommé "POMPES FUNÈBRES MARBRERIE ALAIN ROBERT" situé à Castelnau-de-Médoc (33) ;

**VU** l'extrait Kbis délivré en date du 02 décembre 2019 par le Greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux ;

**VU** le rapport de conformité de la chambre funéraire en date du 30 juillet 2019 délivré par l'organisme agréé "Funéraires de France" situé 11, rue des Carrières 34430 Saint Jean de Védas ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement secondaire remplit les conditions pour bénéficier de l'habilitation funéraire ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1** - L'établissement secondaire, de la société OGF, exploité sous le nom commercial "POMPES FUNÈBRES MARBRERIE ALAIN ROBERT" à Castelnau-de-Médoc (33) - 4, Route d'Avensan par Monsieur BESSIERE Stéphane, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- Transport de corps avant mise en bière et après mise en bière,
- Organisation des obsèques,
- Soins de conservation  
- *activité exercée par d'autres entreprises de pompes funèbres (sous-traitance),*
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire,

.../...

- Fourniture de corbillard et de voiture de deuil,
- Fourniture du personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations  
- *activité exercée par une autre entreprise de pompes funèbres (sous-traitance).*

**ARTICLE 2** - Le numéro de l'habilitation susvisée est le : **19-33-0539**

**ARTICLE 3** - La présente habilitation est accordée pour une durée de **1 an** à compter de la **date du présent arrêté**,

**ARTICLE 4** - En application de l'article R.2223-63, toute modification dans les indications prescrites à l'article R.2223-57 du CGCT doit être déclarée dans un délai de deux mois à la Préfecture de la Gironde,

**ARTICLE 5** - Pour les prestations fournies en sous-traitance, il appartient au bénéficiaire de la présente habilitation de s'assurer que les entreprises intervenant en sous-traitance sont bien habilitées pour les activités concernées et remplissent les conditions de capacités professionnelles requises,

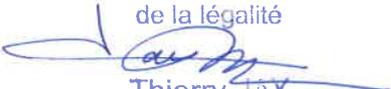
**ARTICLE 6** - Les véhicules de transport de corps avant et après mise en bière doivent faire l'objet d'une visite de conformité tous les trois ans au plus, et en tout état de cause, dans les six mois qui précèdent la date de renouvellement de l'habilitation,

**ARTICLE 7** - La demande de renouvellement de l'habilitation, accompagnée des pièces requises, devra parvenir à la Préfecture de La Gironde au moins **2 mois avant** la date d'échéance,

**ARTICLE 8** - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :  
- d'un délai de recours gracieux devant Madame la Préfète de la Gironde,  
- d'un délai de recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'Intérieur,  
- d'un délai de recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux,

**ARTICLE 9** - Monsieur Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde et Monsieur Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lesparre-Medoc sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et dont une copie sera adressée pour notification au requérant et copie pour information à Monsieur Le Maire de la commune de Castelnau-de-Medoc (33).

LA PRÉFÈTE

Pour la Préfète,  
Le Directeur de la citoyenneté et  
de la légalité  
  
Thierry JAY

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**33-2019-12-12-006**

**Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire de  
l'établissement secondaire - PF Marbrerie Alain Robert -  
0540 - Lesparre-Médoc**

**ARRÊTÉ PORTANT HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE  
DE L'ÉTABLISSEMENT SECONDAIRE DE LA SOCIÉTÉ OGF  
EXPLOITÉ SOUS LE NOM COMMERCIAL "POMPES FUNÈBRES MARBRERIE ALAIN ROBERT"  
À LESPARRE-MÉDOC (33340)  
N° 19-33-0540**

**LA PRÉFÈTE DE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE,  
PRÉFÈTE DE LA GIRONDE**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2223-19, R.2223-23 et L.2223-24 ;

**VU** le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 avril 2012 portant application du décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**VU** le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article R.2223-62 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** la demande, en date du 10 octobre 2019, complétée par courriel le 03 décembre 2019, par laquelle la Société Anonyme OGF sollicite l'habilitation funéraire de l'établissement secondaire dénommé "POMPES FUNEBRES MARBRERIE ALAIN ROBERT" situé à Lesparre-Médoc (33) ;

**VU** l'extrait Kbis délivré en date du 02 décembre 2019 par le Greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux ;

**VU** le rapport de conformité de la chambre funéraire en date du 30 juillet 2019 délivré par l'organisme agréé "Funéraires de France" situé 11, rue des Carrières 34430 Saint Jean de Védas ;

**CONSIDERANT** que l'établissement secondaire remplit les conditions pour bénéficier de l'habilitation funéraire ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1** - L'établissement secondaire, de la société OGF, exploité sous le nom commercial "POMPES FUNEBRES MARBRERIE ALAIN ROBERT" à Lesparre-Médoc (33) - 28, Cours du Maréchal de Latre de Tassigny et dirigé par Monsieur BESSIERE Stéphane, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires suivantes :

- Transport de corps avant mise en bière et après mise en bière,
- Organisation des obsèques,
- Soins de conservation  
- *activité exercée par d'autres entreprises de pompes funèbres (sous-traitance),*
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire,

.../...

- Fourniture de corbillard et de voiture de deuil,
- Fourniture du personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.  
- *activité exercée par une autre entreprise de pompes funèbres (sous-traitance).*

**ARTICLE 2** - Le numéro de l'habilitation susvisée est le : **19-33-0540**

**ARTICLE 3** - La présente habilitation est accordée pour une durée de **1 an** à compter de la **date du présent arrêté**,

**ARTICLE 4** - En application de l'article R.2223-63, toute modification dans les indications prescrites à l'article R.2223-57 du CGCT doit être déclarée dans un délai de deux mois à la Préfecture de la Gironde,

**ARTICLE 5** - Pour les prestations fournies en sous-traitance, il appartient au bénéficiaire de la présente habilitation de s'assurer que les entreprises intervenant en sous-traitance sont bien habilitées pour les activités concernées et remplissent les conditions de capacités professionnelles requises,

**ARTICLE 6** - Les véhicules de transport de corps avant et après mise en bière doivent faire l'objet d'une visite de conformité tous les trois ans au plus, et en tout état de cause, dans les six mois qui précèdent la date de renouvellement de l'habilitation,

**ARTICLE 7** - La demande de renouvellement de l'habilitation, accompagnée des pièces requises, devra parvenir à la Préfecture de La Gironde au moins **2 mois avant** la date d'échéance,

**ARTICLE 8** - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :  
- d'un délai de recours gracieux devant Madame la Préfète de la Gironde,  
- d'un délai de recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'Intérieur,  
- d'un délai de recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux,

**ARTICLE 9** - Monsieur Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde et Monsieur Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lesparre-Médoc sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et dont une copie sera adressée pour notification au requérant et copie pour information à Monsieur Le Maire de la commune de Lesparre-Médoc (33).

**LA PRÉFÈTE**

Pour la Préfète,  
Le Directeur de la citoyenneté et  
de la légalité



Thierry JAY

PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2019-12-24-003

Arrêté portant modification et renouvellement d'une  
habilitation dans le domaine funéraire - In Memoriam -  
0494 - Daignac

**ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION ET RENOUELEMENT D'UNE HABILITATION  
DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE DE L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE  
EXPLOITÉE SOUS LE NOM COMMERCIAL "IN MEMORIAM" À DAIGNAC (33420)  
- CHANGEMENT DU SIEGE DE L'ÉTABLISSEMENT ET AJOUT D'ACTIVITÉS -  
N° 19-33-0494**

**LA PRÉFÈTE DE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE,  
PRÉFÈTE DE LA GIRONDE**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2223-19, R.2223-23 et L.2223-24 ;

**VU** le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 avril 2012 portant application du décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**VU** l'arrêté préfectoral initial du 10 novembre 2017 portant habilitation funéraire de l'entreprise individuelle exploitée sous le nom commercial "IN MEMORIAM" à Yvrac (33) ;

**VU** l'extrait Kbis délivré en date du 30 septembre 2019 par le Greffe du Tribunal de Commerce de Libourne ;

**VU** la demande, présentée en date du 11 octobre 2019 et complétée par courriel le 11 décembre 2019, par laquelle Madame BIRBA Aude sollicite le renouvellement et la modification - ajout d'activités et changement du lieu d'exercice -, de l'habilitation funéraire de l'entreprise individuelle exploitée sous le nom commercial "IN MEMORIAM" située 22, Le Bourg à Daignac (33) ;

**CONSIDÉRANT** que l'entreprise individuelle précitée remplit les conditions pour bénéficier de la modification et du renouvellement de l'habilitation funéraire ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** - L'entreprise individuelle, exploitée sous le nom commercial "IN MEMORIAM" par Madame BIRBA Aude à Daignac (33) - 22, Le Bourg, est habilitée pour exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires suivantes :

- Transport de corps avant mise en bière et après mise en bière → **accordée pour 1 an**  
- activité exercée par d'autres entreprises de pompes funèbres (sous-traitance),
- Organisation des obsèques → **renouvelée pour 6 ans**
- Soins de conservation → **accordée pour 1 an**  
- activité exercée par une autre entreprise de pompes funèbres (sous-traitance),
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires → **accordée pour 1 an**

.../...

- Fourniture de corbillard et de voiture de deuil → **accordée pour 1 an**  
- activité exercée par d'autres entreprises de pompes funèbres (sous-traitance),
- Fourniture du personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations → **accordée pour 1 an**  
- activité exercée par d'autres entreprises de pompes funèbres (sous-traitance).

**ARTICLE 2** - Le numéro de l'habilitation susvisée est le : **19-33-0494**

**ARTICLE 3** - La présente habilitation est renouvelée pour une durée de **6 ans** à compter de la **date du présent arrêté** pour l'activité : "organisation des obsèques"  
Pour les autres activités, l'habilitation est accordée pour une durée de **1 an** à compter de la **date du présent arrêté**,

**ARTICLE 4** - En application de l'article R.2223-63, toute modification dans les indications prescrites à l'article R.2223-57 du CGCT doit être déclarée dans un délai de deux mois à la Préfecture de la Gironde,

**ARTICLE 5** - Pour les prestations fournies en sous-traitance, il appartient au bénéficiaire de la présente habilitation de s'assurer que les entreprises intervenant en sous-traitance sont bien habilitées pour les activités concernées et remplissent les conditions de capacités professionnelles requises,

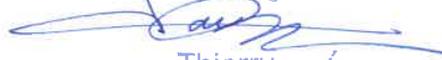
**ARTICLE 6** - La demande de renouvellement de l'habilitation, accompagnée des pièces requises, devra parvenir à la Préfecture de La Gironde au moins **2 mois avant** la date d'échéance,

**ARTICLE 7** - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :  
- d'un recours gracieux devant Madame la Préfète de la Gironde,  
- d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'Intérieur,  
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux,

**ARTICLE 8** - Monsieur Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde et Monsieur Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Libourne sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et dont une copie sera adressée pour notification au requérant et copie pour information à Monsieur Le Maire de la commune de Daignac (33).

LA PRÉFÈTE

Pour la Préfète,  
Le Directeur de la citoyenneté et  
de la légalité



Thierry JAY

PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2019-12-24-004

Arrêté portant renouvellement d'une habilitation dans le  
domaine funéraire - 0496 - PF Teranga - Arcachon



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA GIRONDE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LÉGALITÉ

Bureau des Élections  
et de l'Administration Générale

ARRÊTÉ DU 24 DEC. 2019

**ARRÊTÉ PORTANT RENOUELEMENT D'UNE HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE  
DE L'ENTREPRISE SARL "POMPES FUNÈBRES TERANGA"  
À ARCACHON (33120)  
N° 19-33-0496**

**LA PRÉFÈTE DE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE,  
PRÉFÈTE DE LA GIRONDE**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2223-19, R.2223-23 et L.2223-24 ;

VU le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2012 portant application du décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

VU la demande, en date du 02 octobre 2019, complétée par courriel le 21 décembre 2019, par laquelle Madame N'DIAYE Marie sollicite le renouvellement de l'habilitation funéraire pour l'entreprise Sarl "POMPES FUNEBRES TERANGA" située à Arcachon (33) ;

VU l'extrait Kbis délivré le 29 septembre 2019 par le greffe du tribunal de commerce de Bordeaux ;

**CONSIDERANT** que l'entreprise précitée remplit les conditions pour bénéficier de l'habilitation funéraire ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1** - L'entreprise Sarl dénommée "POMPES FUNEBRES TERANGA" exploitée 47, avenue Lamartine à Arcachon (33) par Madame N'DIAYE Marie, est habilitée pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- Transport de corps avant mise en bière et après mise en bière  
- activité exercée par d'autres entreprises de pompes funèbres (sous-traitance),
- Organisation des obsèques,
- Soins de conservation  
- activité exercée par une autre entreprise de pompes funèbres (sous-traitance),
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
- Fourniture de corbillard et de voiture de deuil  
- activité exercée par d'autres entreprises de pompes funèbres (sous-traitance),
- Fourniture du personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations  
- activité exercée par d'autres entreprises de pompes funèbres (sous-traitance).

.../...

**ARTICLE 2** - Le numéro de l'habilitation susvisée est le : **19-33-0496**

**ARTICLE 3** - La présente habilitation est renouvelée pour une durée de **6 ans** à compter de la **date du présent arrêté**,

**ARTICLE 4** - En application de l'article R.2223-63, toute modification dans les indications prescrites à l'article R.2223-57 du CGCT doit être déclarée dans un délai de deux mois à la Préfecture de la Gironde,

**ARTICLE 5** - Pour les prestations fournies en sous-traitance, il appartient au bénéficiaire de la présente habilitation de s'assurer que les entreprises intervenant en sous-traitance sont bien habilitées pour les activités concernées et remplissent les conditions de capacités professionnelles requises,

**ARTICLE 6** - La demande de renouvellement de l'habilitation, accompagnée des pièces requises, devra parvenir à la Préfecture de La Gironde au moins **2 mois avant** la date d'échéance,

**ARTICLE 7** - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :  
- d'un recours gracieux devant Madame la Préfète de la Gironde,  
- d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'Intérieur,  
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux,

**ARTICLE 8** - Monsieur Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde et Madame La Sous-Préfète de l'arrondissement d'Arcachon sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et dont une copie sera adressée pour notification à la requérante et copie pour information à Monsieur Le Maire de la commune de Arcachon (33).

LA PRÉFÈTE

Pour la Préfète,  
Le Directeur de la citoyenneté et  
de la légalité

  
Thierry JAY

PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2019-12-12-007

Arrêté portant renouvellement d'une habilitation dans le  
domaine funéraire - PF des Graves - 0514 - Léognan

**ARRÊTÉ PORTANT RENOUVELLEMENT D'UNE HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE  
DE L'ÉTABLISSEMENT SECONDAIRE DE LA SOCIÉTÉ OGF  
EXPLOITÉ SOUS LE NOM COMMERCIAL "POMPES FUNÈBRES DES GRAVES"  
À LÉOGNAN (33850)  
N° 19-33-0514**

**LA PRÉFÈTE DE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE,  
PRÉFÈTE DE LA GIRONDE**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2223-19, R.2223-23 et L.2223-24 ;

VU le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2012 portant application du décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

VU l'arrêté préfectoral initial en date du 03 août 2018 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire exploité sous le nom commercial "POMPES FUNEBRES DES GRAVES";

VU la demande, en date du 30 octobre 2019, complétée par courriel le 29 novembre 2019, par laquelle la Société Anonyme OGF sollicite le renouvellement de l'habilitation funéraire de l'établissement secondaire dénommé "POMPES FUNEBRES DES GRAVES" situé à Léognan (33) ;

VU le rapport de conformité de la chambre funéraire en date du 02 octobre 2019 délivré par l'organisme agréé "Funéraires de France" situé 11, rue des Carrières 34430 Saint Jean de Védas ;

**CONSIDERANT** que l'établissement secondaire remplit les conditions pour bénéficier du renouvellement de l'habilitation funéraire ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** - L'établissement secondaire, de la société OGF, exploité sous le nom commercial "POMPES FUNEBRES DES GRAVES" à Léognan (33) - 170, avenue de Bordeaux et dirigé par Monsieur BESSIERE Stéphane, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires suivantes :

- Transport de corps avant mise en bière et après mise en bière,
- Organisation des obsèques,
- Soins de conservation  
*- activité exercée par d'autres entreprises de pompes funèbres (sous-traitance),*
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire,

.../...

- Fourniture de corbillard et de voiture de deuil,
- Fourniture du personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques inhumations, exhumations et crémations.  
- activité exercée par une autre entreprise de pompes funèbres (sous-traitance).

**ARTICLE 2** - Le numéro de l'habilitation susvisée est le : **19-33-0514**

**ARTICLE 3** - La présente habilitation est renouvelée pour une durée de **1 an** à compter de la **date du présent arrêté**,

**ARTICLE 4** - En application de l'article R.2223-63, toute modification dans les indications prescrites à l'article R.2223-57 du CGCT doit être déclarée dans un délai de deux mois à la Préfecture de la Gironde,

**ARTICLE 5** - Pour les prestations fournies en sous-traitance, il appartient au bénéficiaire de la présente habilitation de s'assurer que les entreprises intervenant en sous-traitance sont bien habilitées pour les activités concernées et remplissent les conditions de capacités professionnelles requises,

**ARTICLE 6** - Les véhicules de transport de corps avant et après mise en bière doivent faire l'objet d'une visite de conformité tous les trois ans au plus, et en tout état de cause, dans les six mois qui précèdent la date de renouvellement de l'habilitation,

**ARTICLE 7** - La demande de renouvellement de l'habilitation, accompagnée des pièces requises, devra parvenir à la Préfecture de La Gironde au moins **2 mois avant** la date d'échéance,

**ARTICLE 8** - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :  
- d'un délai de recours gracieux devant Madame la Préfète de la Gironde,  
- d'un délai de recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'Intérieur,  
- d'un délai de recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux,

**ARTICLE 9** - Monsieur Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et dont une copie sera adressée pour notification au requérant et copie pour information à Monsieur Le Maire de la commune de Léognan (33).

**LA PRÉFÈTE**  
Pour la Préfète,  
**Le Directeur de la citoyenneté et  
de la légalité**  
  
**Thierry JAY**

PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2019-12-26-007

Arrêté portant renouvellement d'une habilitation dans le  
domaine funéraire - PFG - Services Funéraires - 0388 -  
Mérignac

**ARRÊTÉ PORTANT RENOUELEMENT D'UNE HABILITATION DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE  
DE L'ÉTABLISSEMENT SECONDAIRE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME OGF  
EXPLOITÉ SOUS LE NOM COMMERCIAL "PFG - SERVICES FUNERAIRES" À MÉRIGNAC (33700)  
N° 19-33-0388**

**LA PRÉFÈTE DE LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE,  
PRÉFÈTE DE LA GIRONDE**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2223-19, R.2223-23 et L.2223-24 ;

**VU** le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 avril 2012 portant application du décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

**VU** l'arrêté préfectoral initial du 29 mars 2012 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement secondaire situé à Mérignac (33) ;

**VU** la demande par laquelle la Société Anonyme OGF sollicite le renouvellement de l'habilitation funéraire de l'établissement secondaire dénommé "PFG - SERVICES FUNERAIRES" situé à Mérignac (33) ;

**VU** l'extrait Kbis délivré en date du 02 décembre 2019 par le Greffe du Tribunal de Commerce de Bordeaux ;

**VU** le rapport de conformité de la chambre funéraire en date du 23 janvier 2019 délivré par l'organisme agréé "Funéraires de France" situé 11, rue des Carrières 34430 Saint Jean de Védas ;

**CONSIDERANT** que l'établissement secondaire remplit les conditions pour bénéficier du renouvellement de l'habilitation funéraire ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde ;

**A R R Ê T É**

**ARTICLE 1** - L'établissement secondaire, de la société OGF, exploité sous le nom commercial "PFG - SERVICES FUNERAIRES" à Mérignac (33) - 1, avenue de la Grange Noire par Monsieur BESSIERE Stéphane, est habilité pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- Transport de corps avant mise en bière et après mise en bière,
- Organisation des obsèques,
- Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires,
- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire,
- Fourniture de corbillard et de voiture de deuil,

.../...

- Fourniture du personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations  
- activité exercée par une autre entreprise de pompes funèbres (sous-traitance).

**ARTICLE 2** - Le numéro de l'habilitation susvisée est le : **19-33-0388**

**ARTICLE 3** - La présente habilitation est renouvelée pour une durée de **6 ans** à compter de la **date du présent arrêté**,

**ARTICLE 4** - En application de l'article R.2223-63, toute modification dans les indications prescrites à l'article R.2223-57 du CGCT doit être déclarée dans un délai de deux mois à la Préfecture de la Gironde,

**ARTICLE 5** - Pour les prestations fournies en sous-traitance, il appartient au bénéficiaire de la présente habilitation de s'assurer que les entreprises intervenant en sous-traitance sont bien habilitées pour les activités concernées et remplissent les conditions de capacités professionnelles requises,

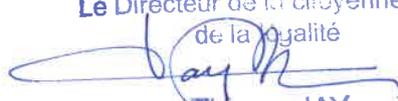
**ARTICLE 6** - Les véhicules de transport de corps avant et après mise en bière doivent faire l'objet d'une visite de conformité tous les trois ans au plus, et en tout état de cause, dans les six mois qui précèdent la date de renouvellement de l'habilitation,

**ARTICLE 7** - Une visite de conformité de la chambre funéraire devra être assurée dans les six mois qui précèdent la date de renouvellement de l'habilitation,

**ARTICLE 8** - La demande de renouvellement de l'habilitation, accompagnée des pièces requises, devra parvenir à la Préfecture de La Gironde au moins **2 mois avant** la date d'échéance,

**ARTICLE 9** - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication :  
- d'un recours gracieux devant Madame la Préfète de la Gironde,  
- d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'Intérieur,  
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux,

**ARTICLE 10** - Monsieur Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et dont une copie sera adressée pour notification au requérant et copie pour information à Monsieur Le Maire de la commune de Mérignac (33).

LA PRÉFÈTE  
Pour la Préfète,  
Le Directeur de la citoyenneté et  
de la égalité  
  
Thierry JAY

PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2020-07-07-006

Délégation signature M E DIDON, DDT de la Dordogne

Arrêté du **7 JUL. 2020**

**portant délégation de signature à M. Emmanuel DIDON  
directeur départemental des territoires de la Dordogne**

**La Préfète de la Gironde**

**VU** le code de la route, notamment ses articles R.433-1 et suivants, R.311-1 et suivants, R.312.17 et R.322-2 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée, relative aux lois de finances ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 27 mars 2019 nommant Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la Région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

**VU** l'arrêté interministériel du 4 mai 2006 modifié relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules et ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque ;

**VU** l'arrêté du 4 mai 2006 relatif à la circulation des ensembles forains,

**VU** l'arrêté du 4 mai 2006 modifié relatif à la circulation des véhicules et matériels agricoles ou forestiers et de leurs ensembles,

**VU** l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux missions interdépartementales des directions départementales interministérielles ;

**VU** l'arrêté du Premier Ministre du 23 juin 2017 portant nomination de M. Michel ZANONI, directeur départemental adjoint des territoires de la Dordogne ;

**VU** l'arrêté interministériel du 11 juillet 2019 portant nomination de M. Emmanuel DIDON, directeur départemental des territoires de la Dordogne ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 août 2019 portant délégation de signature,

VU les divers mouvements de personnels,

**SUR PROPOSITION** de M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

### ARRÊTE

**Article premier** : Délégation est donnée à M. Emmanuel DIDON, directeur départemental des territoires de la Dordogne, à l'effet de signer l'ensemble des arrêtés, avis, décisions, circulaires et correspondances portant sur l'instruction des demandes d'autorisations de transports exceptionnels.

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel DIDON, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1er du présent arrêté sera exercée par M. Michel ZANONI, directeur départemental adjoint des territoires de la Dordogne ou par M. Serge SOLEILHAVOUP, chef du service aménagement et développement durables.

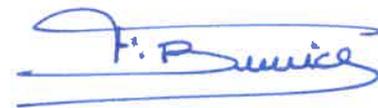
En cas d'absence ou d'empêchement simultané des délégataires mentionnés ci-dessus, la délégation sera exercée, chacun en ce qui le concerne, dans le cadre de ses attributions par Mme Brigitte HUAN, chef de la cellule et responsable du pôle transports exceptionnels.

**Article 3** : A compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'arrêté de délégation de signature du 26 août 2019 est abrogé.

**Article 4** : M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde et M. le directeur départemental des territoires de la Dordogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le **57 JUIL. 2020**

La préfète,



Fabienne BUCCIO

# PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2020-07-07-007

Délégation signature M F DUQUESNE, DIRA pour  
l'administration générale



**PRÉFÈTE  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté  
et de la Légalité**

Arrêté du **- 7 JUIL. 2020**

**portant délégation de signature à M. François DUQUESNE,**

**directeur interdépartemental des routes Atlantique pour l'administration générale**

**La Préfète de la Gironde**

**Vu** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée, relative aux lois de finances,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes des départements et des régions, et notamment l'article 34,

**Vu** la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 modifiée portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales, et notamment son article 27,

**Vu** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République,

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**Vu** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements modifiés,

**Vu** le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 modifié portant création et organisations des directions interdépartementales des routes,

**Vu** le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité,

**Vu** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant charte de déconcentration,

**Vu** le décret du 27 mars 2019 nommant Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la Région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la Zone de Défense et de Sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 26 mai 2006 (rectificatif) portant constitution des directions interdépartementales des routes,

**Vu** l'arrêté du 4 avril 1990 relatif à la déconcentration en matière de gestion du personnel,

**Vu** l'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité,

**Vu** l'arrêté du 26 décembre 2019 novembre portant délégation de pouvoirs du ministère chargé du développement durable en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État,

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 septembre 2019 nommant M. François DUQUESNE, directeur interdépartemental des routes Atlantique à compter du 4 novembre 2019,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2016 portant organisation de la direction interdépartementale des routes Atlantique,

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2019 portant délégation de signature,

**Sur proposition** de M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

## ARRÊTE

**Article premier** : Délégation de signature est donnée à M. François DUQUESNE en qualité de directeur interdépartemental des routes Atlantique, à l'effet de signer au nom de la préfète coordonnatrice des itinéraires routiers Atlantique, dans le cadre des attributions et compétences dévolues à son service, toutes décisions dans les matières énumérées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

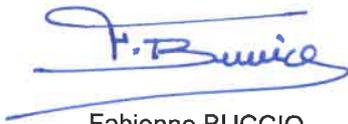
**Article 2** : M. François DUQUESNE peut subdéléguer, sous sa responsabilité, sa signature aux collaborateurs qu'il aura désignés par arrêté, pour les domaines relevant de leur activité au sein du service. Cet arrêté de subdélégation sera pris, au nom de la préfète de la Gironde, et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

**Article 3** : A compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'arrêté de délégation de signature du 4 novembre 2019 est abrogé.

**Article 4** : M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde et M. le directeur interdépartemental des routes Atlantique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le **7 JUIL. 2020**

La préfète,



Fabienne BUCCIO

**ANNEXE à l'arrêté portant délégation de signature pour l'administration générale**

| <b>Nature des décisions déléguées</b>  |   |
|--|---|
| <b>A / Administration générale</b>   |   |
| <b>I - Pour l'ensemble des personnels fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'État,</b> |   |
| A1   | Octroi des autorisations d'accomplir un service à temps partiel et de retour à temps plein  |
| A2   | Décision de réintégration des fonctionnaires stagiaires et agents non titulaires lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine et dans les cas suivants :<br>- au terme d'une période de travail à temps partiel ;<br>- au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie ;<br>- pour une période de mi-temps thérapeutique après un congé de longue maladie ou de longue durée ;<br>- au terme d'un congé de longue maladie.  |
| A3   | Octroi des autorisations spéciales d'absence, aménagements et facilités horaires  |
| A4   | Octroi des congés suivants :<br>- congés annuels, jours de RTT, congés pris au titre du CET, journées de récupération au titre des horaires variables ou de la compensation des heures faites ;<br>- congés pour présence parentale, parental, maternité, paternité, adoption ou d'accueil de l'enfant ;<br>- congés pour formation syndicale ;<br>- congés pour validation des acquis de l'expérience ;<br>- congés pour bilan de compétences ;<br>- congés en vue de favoriser la formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse ;<br>- congés pour formation professionnelle ;<br>- congés de représentation<br>- congés pour formation en matière d'hygiène et sécurité pour les représentants du personnel siégeant au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;<br>- pour les fonctionnaires titulaires, congés bonifiés, congés de solidarité familiale<br>- pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires : congé de maladie, congé de longue maladie, congé de longue durée, congé pour invalidité temporaire imputable au service au titre de l'article 21 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, reprise de fonctions suite à CLM, CLD et reprise à temps partiel thérapeutique, sauf lorsque l'avis du comité médical supérieur est requis. |
| A5   | Octroi des congés attribués aux fonctionnaires réformés de guerre   |
| A6   | Octroi aux fonctionnaires stagiaires des congés sans traitement pour raisons familiales ou personnelles   |
| A7   | Octroi aux agents non titulaires de l'État des congés de grave maladie et des congés de maladie sans traitement   |
| A8   | Mise en congés des fonctionnaires qui accomplissent une période d'instruction militaire, le service national, une position d'activités dans la réserve sanitaire, une position d'activités dans la réserve civile de la police nationale  |
| A9   | Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires au sein du même département ministériel lorsque cette mesure n'entraîne ni changement de résidence administrative, ni modification de la situation des agents notamment au regard des fonctions   |
| A10  | Pour les fonctionnaires titulaires : décisions relatives à la mise à disposition de plein droit et le détachement sans limitation de durée et à la réintégration  |
| A11  | Pour les fonctionnaires titulaires et PNT : Ouverture, fermeture et gestion du compte épargne temps   |

|  |   |
|--|---|
| A12  | Pour les fonctionnaires titulaires et PNT : Décisions relatives à la gestion du droit individuel à la formation et aux périodes de professionnalisation   |
| A13  | Octroi des autorisations d'exercer une activité accessoire dans le cadre du cumul d'activités   |
| A14  | Notifications individuelles indemnitaires (Indemnités Spécifiques de Service, Primes de Fonction et de Résultats, Indemnités d'Administration et de Technicité).  |
| A15  | Pour tous les agents éligibles à la NBI :<br>- Arrêté déterminant les postes éligibles et le nombre de points attribués à chacun d'eux ;<br>- Arrêtés individuels portant attribution des points aux titulaires des postes mentionnés par l'arrêté ci-dessus. |
| A16  | Notifications individuelles d'attribution des réductions d'ancienneté.  |
| A17  | Décisions prononçant les sanctions disciplinaires du premier groupe, les suspensions de fonctions en cas de faute grave et le maintien de la suspension en cas de poursuites pénales  |
| <b>II – En complément, pour les Personnels appartenant aux corps suivants des services déconcentrés :</b><br>Secrétaires d'administration et de contrôle du développement durable, techniciens supérieurs du développement durable   |   |
| A18  | Décisions relatives aux avancements d'échelon   |
| <b>III – En complément, pour les Personnels appartenant aux corps suivants des services déconcentrés :</b><br>Secrétaires d'administration et de contrôle du développement durable relevant de la spécialité administration générale |   |
| A19  | Décisions liées aux opérations de recrutement prévues à l'annexe VIII de l'arrêté du 26 décembre 2019   |
| <b>IV – En complément, pour les Personnels appartenant aux corps suivants des services déconcentrés :</b><br>Adjoints administratifs, Personnels d'exploitation des travaux publics de l'État, Ouvriers des parcs et ateliers.       |   |
| A20  | Recrutement sur contrat de travailleurs handicapés ayant vocation à être titularisés en tant qu'adjoints administratifs ou dessinateurs   |
| A21  | Nomination en qualité de stagiaire ou de titulaire, après concours, examens professionnels ou examens d'aptitude ;<br>Nomination après inscription sur une liste nationale d'aptitude.<br>Affectation en position normale d'activité.                         |
| A22  | Décisions d'avancement :<br>- avancement d'échelon;<br>- nomination au grade supérieur en exécution du tableau d'avancement ;   |
| A23  | Décision d'accueil en détachement ou d'intégration après détachement sauf en cas de décision interministérielle<br>Intégration directe  |
| A24  | Cessation définitive de fonctions :<br>- admission à la retraite<br>- acceptation de la démission<br>- licenciement pour inaptitude physique<br>- licenciement pour insuffisance professionnelle<br>- radiation des cadres pour abandon de poste.             |

|   |   |
|---|---|
| A25   | Octroi de disponibilité de droit des fonctionnaires<br>Décisions concernant la mise en disponibilité d'office dans les cas prévus par le décret N° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'État, sauf ceux nécessitant l'avis du Comité Médical Supérieur |
| A26   | Détachement par nécessité de service des fonctionnaires stagiaires  |
| A27   | Réintégration suite à congé parental, détachement, disponibilité, position hors cadres  |
| A28   | Décision de reclassement pour inaptitude à exercice des fonctions   |
| A29   | Décision de maintien d'activité au-delà de la limite d'âge  |
| A30   | Décisions de mutation entraînant un changement de résidence administrative ou modifiant la situation de l'agent   |
| A31   | Sanctions disciplinaires du deuxième ou quatrième groupe  |
| A32   | Décision de titularisation, de refus de titularisation<br>Décision de report, de prorogation et de prolongation de stage  |
| <b>V – En complément, pour les Personnels appartenant aux corps suivants des services déconcentrés :</b><br>Personnels d'exploitation des travaux publics de l'État, ouvriers des parcs et ateliers.<br>Décret n°91-393 du 25 avril 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables au corps des PETPE<br>Décret n° 65-382 du 21 mai 1965 relatif aux OPA |   |
| A33   | Ouverture des concours et examens professionnels pour le recrutement des personnels ou leur promotion   |
| A34   | Établissement des tableaux d'avancement   |
| A35   | Décisions sur les recours suite à refus d'octroi d'autorisation à temps partiel   |
| A36   | <b>VI - Pour les agents contractuels régis par des règlements locaux :</b><br>Tous les actes de gestion définis par les directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 par la décision du 14 mai 1973 et la circulaire N° 69.200 du 12 juin 1969 modifiée.   |
| <b>VII - Autres actes de gestion (tous les agents):</b>   |   |
| A37   | Autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail   |
| A38   | Liquidation des droits des victimes d'accidents du travail.   |
| A39   | Décisions prononçant l'imputabilité au service d'un accident<br>Octroi de la prise en charge des soins dans le cadre d'un accident de service   |
| A40   | Délivrance des autorisations requises pour exercer les fonctions d'expert ou d'enseignant.  |
| A41   | Convention de stages  |
| A42   | Habilitation des agents à conduire, en sécurité, les véhicules de service et des engins de travaux publics.   |
| A43   | Délivrance des ordres de mission.   |

|   |  |
|---|--|
| A44   | Notifications individuelles de maintien dans l'emploi adressées notamment aux fonctionnaires et agents chargés de l'exploitation et de l'entretien des routes et des ouvrages, inscrits sur la liste des personnels susceptibles de devoir assurer un service continu en cas de grève. |
| A45   | Habilitation électrique des agents   |
| A46   | Établissement des autorisations de conduite des véhicules administratifs<br>Délivrance d'autorisations de conduite de véhicules personnels dans le cadre du service  |
| A47   | Attestation de formation au titre des premiers secours   |
| <b>B / Responsabilité civile</b>              |  |
| B1  | Règlements amiables des dommages matériels causés à des particuliers.  |
| B2  | Règlements amiables des dommages subis ou causés par l'État du fait d'accidents de la circulation.   |
| <b>C / Gestion du domaine privé de l'État</b> |  |
| C1  | Décision en tant que service affectataire d'acquérir ou de céder des biens immobiliers privés de l'État par voie amiable.  |
| C2  | Décision de remise au service des domaines de terrains devenus inutiles au service.  |
| C3  | Procès-verbaux de remise des matériels et mobiliers au service des domaines.   |
| C4  | Conventions de locations.  |
| <b>D / Contentieux</b>                        |  |
| D1  | Mémoires en défense de l'État et présentation d'observations orales dans le cadre des recours introduits contre les actes de gestion des adjoints administratifs, des personnels d'exploitation et des ouvriers de parcs   |
| D2  | Mémoires en défense de l'État et présentation d'observations orales dans le cadre des recours concernant les actes, conventions et marchés publics passés par la DIRA dans le cadre de ses domaines de responsabilité  |
| D3  | Mémoires en défense de l'État et présentation d'observations orales dans le cadre des recours concernant des opérations dans lesquelles la DIRA a assuré une mission de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération   |

# PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2020-07-07-003

Délégation signature M T JAY, DCL, Préfecture de la  
Gironde

Arrêté du  **7 JUIL. 2020**

**portant délégation de signature à M. Thierry JAY,  
directeur de la citoyenneté et de la légalité  
à la préfecture de la Gironde**

**La Préfète de la Gironde**

**VU** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

**VU** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

**VU** l'arrêté du ministre de l'intérieur du 6 novembre 2017 portant renouvellement du détachement dans l'emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer de M. Thierry JAY, affecté à la préfecture de la Gironde en qualité de directeur des affaires juridiques et de l'administration locale ;

**VU** la décision préfectorale du 14 décembre 2017 nommant M. Thierry JAY directeur de la citoyenneté et de la légalité à la préfecture de la Gironde ;

**VU** l'arrêté préfectoral de délégation de signature du 9 mars 2020,

**VU** les divers mouvements de personnel,

**SUR PROPOSITION** de M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

## ARRÊTE

**Article premier** : Délégation est donnée à M. Thierry JAY, directeur de la citoyenneté et de la légalité à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les correspondances ainsi que tous actes et décisions dans les matières suivantes :

### Secrétariat de la direction

1. Tous actes et arrêtés concernant les appels à la générosité publique,
2. Tous actes et arrêtés relatifs à la gestion des fonds de dotation et des fondations d'entreprises,
3. Récépissés de dépôt des statuts et publication au journal officiel pour les associations foncières urbaines libres (AFUL), et associations syndicales libres (ASL).

### Pôle juridique et contentieux

1. Propositions d'indemnisation amiable en matière d'atroupement et en matière de responsabilité de l'État pour les dommages résultant de dysfonctionnement des services de la préfecture, des sous-préfectures et de police ;
2. Toutes décisions pour l'ordonnancement des dépenses de contentieux du ministère de l'intérieur,
3. Toutes décisions pour l'ordonnancement des dépenses relevant de son domaine de compétences au titre du programme 354 Administration Territoriale de l'État,
4. Toutes notifications de décisions, d'actes, procès-verbaux et décisions de justice ;
5. Tous actes et arrêtés concernant les annonces judiciaires et légales,
6. Tous actes et arrêtés relatifs aux jurys d'assises.

### Bureau des élections et de l'administration générale

#### A/ Section élections

Tous actes et décisions concernant les élections politiques et socio-professionnelles et notamment les récépissés provisoires et définitifs lors des déclarations de candidature.

#### B/ Section administration générale

1. Tous actes et décisions relatifs à l'établissement et à la diffusion des déclarations et attestations relatives aux obligations du service national dans le cadre des accords bi-nationaux,
2. Tous actes et décisions relatifs aux revendeurs d'objets mobiliers,
3. Tous actes et décisions relatifs aux guides conférenciers,
4. Tous actes et décisions relatifs à la délivrance du titre de maître-restaurateur,
5. Tous actes et décisions relatifs à l'application de la réglementation sur le classement des offices de tourisme et des communes touristiques,
6. Tous actes et décisions relatifs aux récépissés des foires et salons,
7. Tous actes et décisions relatifs aux attestations de délivrance initiale des permis de chasse et leurs duplicatas,
8. Tous actes et décisions relatifs au secrétariat de la commission locale des transports publics particuliers de personnes et à l'activité de conducteur de taxi, de conducteur de voiture de transport avec chauffeur, de conducteur de véhicules motorisés à 2 ou 3 roues, de conducteur de véhicules de petite remise, utilisés pour le transport -à titre onéreux- de personnes,
9. Tous actes et décisions relatifs à l'agrément des centres de formation (taxi, voiture de transport avec chauffeur, moto-taxi) tant pour la formation initiale que continue et pour la formation mobilité pour les taxis,

10. Tous actes et décisions relatifs aux autorisations d'inhumation dans une propriété privée,
11. Tous actes et habilitations de régies, entreprises, associations et établissements de pompes funèbres,
12. Tous actes et arrêtés en matière de création, d'agrandissement et de translation de cimetières communaux et intercommunaux, de création de chambres funéraires et de crématoriums, avec présentation des dossiers en CODERST,
13. Tous actes et décisions relatifs aux expulsions locatives à l'exception des décisions statuant sur les demandes de Concours de la Force Publique,
14. Toutes propositions d'indemnisation amiable en matière d'expulsion locative.

#### **Bureau des collectivités locales**

1. Information des collectivités territoriales de l'intention de l'État de ne pas déférer au Tribunal Administratif une délibération, un arrêté, un acte ou une convention des autorités municipales, départementales ou régionales,
2. Autorisation d'inscription des délibérations des conseils d'administration des CCAS sur des registres à feuilles mobiles,
3. Côte et paraphe des registres des délibérations des conseils d'administration des CCAS,
4. Demandes de pièces complémentaires et de renseignements en matière de contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales et de leurs établissements et groupements.

#### **Bureau des dotations et des finances locales**

1. Avances de trésorerie aux communes d'un montant de 15 200 €,
2. Avances aux communes de douzièmes sur le produit des impôts locaux,
3. Demandes de sursis d'avance présentées par les comptables,
4. Arrêtés d'engagement ou de mandatement des dotations de l'État. Notification aux collectivités territoriales et E.P.C.I.,
5. Demandes de pièces complémentaires et de renseignements en matière de contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales et de leurs établissements et groupements,
6. Toutes décisions dans l'ordonnancement des dépenses pour la gestion des crédits qui lui ont été délégués au titre des programmes 112 du budget du premier ministre, 119 et 122 du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et 754 du compte d'affectation spécial.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry JAY, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, sera exercée par Mme Valérie SOLE, directrice-adjointe et, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, par M. Jean-François JUZANX, chef du bureau des élections et de l'administration générale ou par Mme Hélène POUJARDIEU, cheffe du bureau des dotations et des finances locales (et, en son absence, par Mme Anne-Laure POUMALIOU, cheffe du bureau par intérim), ou par Mme Julie FREDEFON, cheffe du bureau des collectivités locales ou par Mme Nativité CAUBIT, cheffe du pôle juridique et contentieux.

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à Mme Nativité CAUBIT, cheffe du pôle juridique et contentieux, pour signer tous actes et décisions relevant de ses attributions et énumérés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nativité CAUBIT la délégation qui lui est consentie par le présent article sera exercée par Mme Isabelle VALBOM, adjointe à la cheffe du pôle ou par Mme Magali BRETHERS, consultante juridique.

**Article 4 :** Délégation de signature est donnée à M. Jean-François JUZANX, chef du bureau des élections et de l'administration générale pour signer tous actes et décisions relevant de ses attributions et énumérés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François JUZANX, la délégation qui lui est consentie par le présent article sera exercée par M. Claude TOCUT ou par M. Antoine GRENET, adjoints au chef du bureau, ou par Mme Frédérique HIAHIANI LARAPIDIE ou par M. Matthieu MACARY.

**Article 5 :** Délégation de signature est donnée à Mme Julie FREDEFON, cheffe du bureau des collectivités locales pour signer tous actes et décisions relevant de ses attributions et énumérés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Julie FREDEFON, la délégation qui lui est consentie par le présent article sera exercée par Mme Delphine LAPLACE, adjointe à la cheffe de bureau ou par Mme Nathalie FRENARD, cheffe de la section contrôle de légalité.

**Article 6 :** Délégation de signature est donnée à Mme Hélène POUJARDIEU, cheffe du bureau des dotations et des finances locales pour signer tous actes et décisions relevant de ses attributions et énumérés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène POUJARDIEU, la délégation de signature qui lui est accordée par le présent article sera exercée par Mme Anne-Laure POUMALIOU, adjointe à la cheffe de bureau (et cheffe du bureau par intérim durant l'absence de Mme Hélène POUJARDIEU) ou par Mme Flora GUERIN, adjointe à la cheffe de bureau ou par M. François SANCHEZ, chef du pôle dotations d'investissement.

**Article 7 :** A compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'arrêté de délégation de signature du 9 mars 2020 est abrogé.

**Article 8 :** M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde et M. le directeur de la citoyenneté et de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le 07 JUIL. 2020

La préfète,



Fabienne BUCCIO

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**33-2020-07-07-004**

**Délégation signature Mme F NIVARD, CSPR CHORUS  
Gironde**



Arrêté du **7 JUIL. 2020**

**portant délégation de signature à Mme Fabienne NIVARD,  
responsable du Centre de services partagés régional Chorus  
à la préfecture de la Gironde.**

### **La Préfète de la Gironde**

**VU** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée, relative aux lois de finances ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

**VU** le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**VU** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

**VU** l'arrêté ministériel du 13 février 2013 modifié, habilitant les préfets à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des services déconcentrés du ministère de l'Intérieur ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2019 portant délégation de signature,

**VU** la décision du 25 septembre 2017 nommant Mme Fabienne NIVARD, responsable du Centre de services partagés régional (CSPR) Chorus ;

**VU** les mouvements de personnels intervenus depuis le 16 septembre 2019,

**SUR PROPOSITION** de M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

## ARRÊTE

### *Dispositions relatives à l'exécution des dépenses et des recettes*

**Article premier** : Délégation de signature est donnée à Mme Fabienne NIVARD, responsable du CSPR, à l'effet de signer les pièces ci-après énumérées et relevant de ses attributions :

- aux fins d'exécuter dans Chorus les décisions des services prescripteurs par :

- la saisie, la validation des engagements juridiques, les engagements de tiers et titres de perception, d'annulation ou de réduction
- la certification du service fait
- la saisie et la validation des demandes de paiement
- la saisie et la validation des recettes non fiscales

- aux fins de valider dans chorus-communication les ordres à payer par :

- la signature des ordres à payer

**Article 2** : La délégation de validation confiée à Mme Fabienne NIVARD par l'article 1<sup>er</sup> sera exercée par :

- Mme Elisabeth MINBIELLE (SACE) ou Mme Marie-Hélène MONGE (SACE) ou Mme Françoise QUERBES (SACS) ou Mme Nadine BATS (SACS) ou Mme Aurore CLAUDE (SACS) ou Mme Sylvie SANCHEZ (SACS) ou Mme Géraldine DE GIACOMONI (SACN) ou M. Ivan MORIN-LAHELLEC (SACN) ou Mme Nathalie SECQUEVILLE (SACN) ou Mme Cécile CAMBET-GABARRA (SACN) à l'effet de valider et signer les engagements juridiques et les bons de commande relatifs à Chorus ;
- Mme Elisabeth MINBIELLE (SACE) ou Mme Marie-Hélène MONGE (SACE), ou Mme Françoise QUERBES (SACS) ou Mme Nadine BATS (SACS) ou Mme Aurore CLAUDE (SACS) ou Mme Sylvie SANCHEZ (SACS) ou Mme Géraldine DE GIACOMONI (SACN) ou M. Ivan MORIN-LAHELLEC (SACN) ou Mme Nathalie SECQUEVILLE (SACN) ou Mme Cécile CAMBET-GABARRA (SACN) pour valider et signer les demandes de paiement et les recettes non fiscales ainsi que pour signer les ordres à payer transmis ou non par chorus-communication.

**Article 3** : La délégation de certification de service fait confiée à Mme Fabienne NIVARD par l'article 1<sup>er</sup> sera exercée par :

- Pôle «A »  
Mme Mireille JARRIGE, (SACN)  
Mme Caroline DELPONT, adjoint administratif principal 2ème classe  
Mme Olivia GAUTHIER, adjoint administratif principal 2ème classe  
Mme Catherine BON, adjoint administratif principal 2ème classe  
Mme Karine LABADIE, adjoint administratif  
Mme Stéphanie de VILLANTROYS, adjoint administratif

- Pôle «B»  
Mme Karine BONNEAU, (SACN)  
M. Patrice GERBEAUD, adjoint administratif principal de 1ère classe  
M. Charles SEBAUT, adjoint administratif principal de 2ème classe  
M. Boris CAZANAVE, adjoint administratif principal de 2ème classe  
Mme Nathalie GAMBIN, adjoint administratif principal 2ème classe  
Mme Monique FORTE, adjoint administratif principal 2ème classe  
M. Alexandre CARDOSO, adjoint administratif
  
- Pôle « C »  
Mme Magali BOUSQUET, (SACN)  
M. Youcef MERAOUNA, adjoint administratif principal de 2ème classe  
Mme Hélène PUJOL-TOUREILLAT, adjoint administratif principal 2e classe  
Mme Béatrice HALGAND, adjoint administratif principal 2e classe
  
- Pôle « immobilisations »  
Mme Valérie GUISSSET, adjoint administratif principal 2e classe  
Mme Claudine JULIA, adjoint administratif principal 2e classe  
Mme Laure HUVE, adjoint administratif principal 2e classe  
Mme Sylviane BILLON, adjoint administratif  
Mme Marianne FRANCES, adjoint administratif

**Article 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Fabienne NIVARD, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sera exercée par :

- Mme Elisabeth MINBIELLE, (SACE), adjointe au chef du CSPR de la préfecture de la Gironde,
- Mme Sylvie SANCHEZ, (SACS), adjointe au chef du CSPR de la préfecture de la Gironde,
- Mme Marie-Hélène MONGE, (SACE)
- Mme Françoise QUERBES, (SACS)
- Mme Nadine BATS, (SACS)
- Mme Aurore CLAUDE, (SACS)
- Mme Géraldine DE GIACOMONI, (SACN)
- M. Ivan MORIN-LAHELLEC, (SACN)
- Mme Nathalie SECQUEVILLE, (SACN)
- Mme Cécile CAMBET-GABARRA, (SACN)

#### ***Dispositions relatives à la régie régionale d'avances et de recettes***

**Article 5** : Délégation de signature est donnée à Mme Fabienne NIVARD à l'effet de signer tout acte relevant de l'ordonnancement secondaire lié à la régie régionale d'avances et de recettes de la préfecture de la Gironde instituée par arrêté préfectoral du 18 décembre 2017.

**Article 6** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Fabienne NIVARD, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 5 sera exercée par :

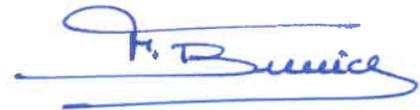
- Mme Elisabeth MINBIELLE, (SACE), adjointe au chef du CSPR de la Gironde
- Mme Sylvie SANCHEZ, (SACS), adjointe au chef du CSPR de la Gironde

**Article 7** : A compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, est abrogé l'arrêté préfectoral de délégation de signature du 16 septembre 2019.

**Article 8** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Gironde et Mme la responsable du CSPR à la préfecture de la Gironde, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le **- 7 JUL. 2020**

La préfète,



Fabienne BUCCIO

PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2020-07-07-002

Délégation signature Mme ROCHER-BEDJOUJOU,  
directrice cabinet de la préfète de la Gironde



Arrêté du **7 JUL. 2020**

**portant délégation de signature à Mme Angélique ROCHER-BEDJOUJOU,  
sous-préfète, directrice de cabinet  
de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine,  
préfète de la Gironde**

**La Préfète de la Gironde**

**VU** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée, relative aux lois de finances ;

**VU** le code de la sécurité intérieure,

**VU** le code de la santé publique,

**VU** le code général des impôts,

**VU** le code l'environnement,

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République,

**VU** la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 modifiée, d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, et la circulaire NOR-IOCD 1108865C du 28 mars 2011 d'application en ce qui concerne l'amélioration de la sécurité routière ;

**VU** la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme,

**VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié, relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

**VU** le décret du 2 août 2016 nommant M. Éric SUZANNE, sous-préfet de LANGON ;

**VU** le décret du 27 avril 2018 nommant Mme Angélique ROCHER-BEDJOUJOU, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

**VU** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

**VU** l'arrêté préfectoral de délégation de signature du 9 mars 2020,

**VU** les différents mouvements de personnel,

**SUR PROPOSITION** de M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

## **ARRÊTE**

**Article premier** : Délégation de signature est donnée à Mme Angélique ROCHER-BEDJOUJOU, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la Gironde, à l'effet de signer tous les actes, arrêtés et décisions concernant les affaires relevant de la direction des sécurités, du bureau du cabinet et du bureau de la communication interministérielle dans les domaines et matières énumérés ci-après.

### **DIRECTION DES SECURITES**

#### **Bureau des polices administratives**

- Tous actes, arrêtés et décisions relatifs à la réglementation des débits de boissons en Gironde, dont les fermetures administratives temporaires des débits de boissons et restaurants situés sur l'arrondissement de Bordeaux, à l'exception des autorisations de transfert de licence ;
- Tous actes, arrêtés et décisions de police administrative dans le domaine de la lutte contre le travail illégal (L. 8272-1 à 4 du code du travail), de la lutte contre l'usage illicite ou le trafic de stupéfiants (L. 3422-1 du code de la santé publique), de la lutte contre les troubles à l'ordre, la sécurité ou la tranquillité publics causés par l'activité des établissements fixes ou mobiles de vente à emporter de boissons alcoolisées ou d'aliments assemblés et préparés sur place (L. 332-1 du code de la sécurité intérieure) et des établissements diffusant de la musique (L. 333-1 du code de la sécurité intérieure), de la lutte contre les bruits de voisinage excessifs (R. 1336-11 du code de la santé publique), de la lutte contre la diffusion de sons amplifiés à des niveaux sonores excessifs dans les lieux ouverts au public ou recevant du public (R. 571-28 du code de l'environnement), de la lutte contre les infractions aux contributions indirectes dans le cadre des infractions prévues aux articles 1810, 1811 et 1812 du code général des impôts (article 1825 du code général des impôts) ;
- Tous actes, arrêtés et décisions relatifs à l'organisation des manifestations sportives sur les voies publiques ou ouvertes à la circulation publique ne comportant pas la participation de véhicules à moteur, à l'organisation des concentrations et manifestations organisées sur les voies ouvertes ou dans les lieux non ouverts à la circulation publique et comportant la participation de véhicules terrestres à moteur, à l'homologation des circuits sur lesquels se déroulent des activités comportant la participation de véhicules terrestres à moteur, à la circulation et

au stationnement des véhicules terrestres à moteur sur le rivage de la mer et sur les dunes et plages appartenant au domaine public ou privé des personnes publiques lorsque ces lieux sont ouverts au public (L. 321-9 du code de l'environnement) ainsi qu'à la mise en œuvre de la procédure de substitution, prévue aux articles L. 2215-1 et L. 3221-5 du code général des collectivités territoriales, des pouvoirs de police administrative détenus en matière de circulation et de stationnement pour ces événements ;

- Tous actes, arrêtés de police et décisions portant sur les aérodromes et leurs installations à usage aéronautique, à l'exception de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac, sur la limitation ou l'interdiction du vol d'aéronefs télé-pilotés ainsi que sur les dérogations à l'interdiction d'évoluer de nuit, à la hauteur maximale d'évolution et à l'interdiction du vol hors vue des aéronefs ;

- Tous actes, arrêtés et décisions portant sur les manifestations aériennes, les hélicoptères, les hydrosurfaces, les plates-formes et les bandes d'envol occasionnelles, sur la présentation publique d'aéromodèles, de parachutages sportifs, sur les lâchers de ballons ainsi que sur les prises de vues hors champ du spectre visible ;

- Tous actes, arrêtés et décisions relatifs à la réglementation portant sur la vidéo-protection et les caméras individuelles ;

- Tous actes, arrêtés et décisions relatifs à la réglementation portant sur les armes, les éléments d'armes, les munitions et les explosifs ;

- Tous actes, arrêtés et décisions relatifs aux entreprises domiciliataires ;

- Tous actes, arrêtés et décisions relatifs à la réglementation des animaux errants ou dangereux ;

- Tous actes, arrêtés et décisions relatifs à la réglementation des transports de fonds ;

- Tous actes, arrêtés et décisions relatifs à l'agrément des exploitants de fourrières et à leur indemnisation ;

- Tous actes, arrêtés et décisions relatifs aux commissions départementales de vidéo-protection, de la sécurité routière et de transports de fonds ;

- Toute correspondance relative aux casinos ;

### **Bureau de la sécurité intérieure**

- Tous les actes, arrêtés, décisions et documents concernant l'ensemble des compétences et attributions du préfet de département en matière d'ordre public et de coordination des forces participant à la sécurité publique, en matière de pilotage et de suivi des politiques de sécurité intérieure ;

- Tous les actes concernant les périmètres de protection et de fermetures des lieux de culte, en application des articles L 226-1, L 227-1 et L 227-2 du code de la sécurité intérieure ;

- Tous les actes, arrêtés et décisions relatifs aux agréments des policiers municipaux, inspecteurs de salubrité, agents contrôleurs mutualité sociale agricole ;

- Tous actes, arrêtés et décisions relatifs au dispositif de prévention de la délinquance, à la gestion des crédits départementaux de la MILDECA (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives) et du FIDPR (Fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation), à l'exception des crédits réservés à la radicalisation départementale ;

- Tous les actes, arrêtés et décisions concernant les détenus hospitalisés ;

- Les arrêtés d'admission en soins psychiatriques pris en application des articles L. 3213-1, L. 3213-2, L. 3213-4, L. 3213-5 et L. 3213-7 du code de la santé publique et tous actes administratifs et de procédure pris en application des articles L. 3213-1 et suivants du code de la santé publique et pour les personnes détenues pris en application des articles L. 3214-1 à L. 3214-5 du code de la santé publique ;

- Les requêtes et mémoires en défense présentés devant le juge des libertés et de la détention, en application de l'article L. 3211-12-1 du code de la santé publique ;

- Les requêtes et mémoires en défense présentés en appel devant la cour d'appel, en application de l'article L. 3211-12-4 du code de la santé publique ;

- Tous les actes, arrêtés et décisions concernant l'application des dispositions de l'article 9 de la loi n° 2000- 614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- Tous les actes, arrêtés, décisions relatifs au concours de la force publique pour les squats et les gens du voyage ;
- Toutes les décisions relatives au parcours de sortie de la prostitution ;

#### **Service de la sécurité des systèmes d'information**

- Tous actes, décisions administratives et arrêtés relevant du domaine de la sécurité des services de l'information sur le périmètre de la préfecture de la Gironde et des directions départementales interministérielles.

#### **Service interministériel de défense et protection civile**

- Tous actes, décisions et arrêtés en matière de demande de concours et réquisitions de moyens publics ou privés ;
- Tous actes, décisions et arrêtés en matière de sûreté portuaire ;
- Tous actes, décisions et arrêtés relatifs aux artifices de divertissement ;
- Tous actes, décisions et arrêtés relatifs aux accès au centre nucléaire de production d'électricité du Blayais ;
- Tous actes, décisions et arrêtés relatifs à la réglementation sur les catastrophes naturelles ;
- Tous actes, décisions et arrêtés en matière de secourisme ;
- Tous actes, décisions et arrêtés relatifs à la réglementation sur la défense de la forêt contre l'incendie ;
- Tous actes, décisions et arrêtés relatifs à la prévention des risques bâtimentaires, aux commissions de sécurité et, pour le département de la Gironde, au contrôle des établissements recevant du public (ERP) de 1<sup>ère</sup> catégorie ;
- Tous actes, décisions et arrêtés en matière de diffusion des alertes de sécurité civile ou défense ;

Pour l'arrondissement de Bordeaux, tous actes, décisions et arrêtés relatifs au contrôle des ERP de la 2<sup>ème</sup> à la 5<sup>ème</sup> catégorie.

- Tous actes et décisions relatifs aux dossiers d'études de sûreté et de sécurité publiques.

#### **Bureau de la sécurité routière**

- 1) Toutes les décisions en matière de suspension et mesure alternative provisoire immédiate du permis de conduire,
- 2) Toutes les décisions en matière de suspension ou de limitation de validité des permis après visite médicale,
- 3) Toutes les décisions en matière d'interdiction d'obtention de la délivrance du permis de conduire (article L 224-7 du code de la route),
- 4) Toutes les décisions d'agrément des médecins habilités à la pratique de l'examen médical des conducteurs,
- 5) Les enregistrements des déclarations de psychologues chargés de l'évaluation psychotechnique des conducteurs et des candidats au permis de conduire,
- 6) L'état récapitulatif de paiement des vacations des médecins agréés en Gironde concernant les contrôles médicaux d'aptitude à la conduite des personnes en situation de handicap,
- 7) Tous actes, arrêtés et décisions relatifs à la préparation et à la mise en œuvre des plans et orientations tendant à l'amélioration de la sécurité routière ;
- 8) Tous actes, arrêtés et décisions relatifs à la gestion des routes à grande circulation (mesures de police à prendre sur ce réseau) ;

2, esplanade Charles-de-Gaulle  
CS 41397 – 33077 Bordeaux Cedex  
Tél : 05 56 90 60 60  
www.gironde.gouv.fr

- 9) Tous actes relatifs au contrôle des dispositifs automatisés de sanction des infractions au code de la route ;  
10) Tous actes, arrêtés et décisions relatifs à la gestion des crédits départementaux du PDASR (Plan départemental d'action et de sécurité routière),  
11) Tous arrêtés de coupures, de fermetures et de déviations du réseau routier national en matière de circulation routière.

Cette délégation inclut, pour la zone de gendarmerie, la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière à titre provisoire des véhicules, que le conducteur en soit, ou non, propriétaire, en cas d'empêchement d'un sous-préfet d'arrondissement.

Cette délégation exclut les arrêtés de police à caractère réglementaire.

### **BUREAU DU CABINET**

- Instruction des demandes relatives aux distinctions honorifiques,
- Courriers et lettres de réponse aux interventions des élus et particuliers,
- Gestion des crédits départementaux de la DILCRAH (Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT).

**Article 2** : Délégation de signature est également donnée à Mme Angélique ROCHER-BEDJOUJOU, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la Gironde, à l'effet de signer toutes décisions pour l'ordonnancement des dépenses relevant de son domaine de compétences.

**Article 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Angélique ROCHER-BEDJOUJOU, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, sera exercée par Mme Sandrine MUZOTTE, directrice des sécurités, à l'exception de la signature des arrêtés d'admission en soins psychiatriques et de tous actes administratifs et de procédure pris en application des articles L. 3213-1 et suivants du code de la santé publique et pour les personnes détenues pris en application des articles L. 3214-1 à L. 3214-5 du code de la santé publique, des requêtes et mémoires en défense présentés devant le juge des libertés et de la détention, en application de l'article L. 3211-12-1 du code de la santé publique, ainsi que des requêtes et mémoires en défense présentés en appel devant la cour d'appel, en application de l'article L. 3211-12-4 du code de la santé publique.

Délégation de signature est également donnée à Mme Sandrine Muzotte pour les décisions visées à l'article 2, dans la limite d'un montant de 1 500 €.

**Article 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Angélique ROCHER-BEDJOUJOU la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1<sup>er</sup> en ce qui concerne les arrêtés d'admission en soins psychiatriques et de tous actes administratifs et de procédure pris en application des articles L. 3213-1 et suivants du code de la santé publique et pour les personnes détenues pris en application des articles L. 3214-1 à L. 3214-5 du code de la santé publique, des requêtes et mémoires en défense présentés devant le juge des libertés et de la détention, en application de l'article L. 3211-12-1 du code de la santé publique, ainsi que des requêtes et mémoires en défense présentés en appel devant la cour d'appel, en application de l'article L.3211-12-4 du code de la santé publique, est exercée par M. Thierry SUQUET, secrétaire général de la préfecture de la Gironde.

**Article 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Angélique ROCHER-BEDJOUJOU, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la Gironde, la suppléance sera exercée par M. Eric SUZANNE, sous-préfet de LANGON, pour l'ensemble des attributions et compétences de la directrice de cabinet de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la Gironde sans aucune restriction.

**Article 6** : Délégation de signature est donnée à M. Benjamin RODE, chef du bureau du cabinet, pour signer tous actes et décisions relevant des attributions du bureau du cabinet. Cette délégation inclut l'ordonnancement des dépenses relevant de son domaine de compétences, dans la limite d'un montant de 1 500 €.

**Article 7** : Délégation de signature est donnée à M. Jérôme VACHEZ, chef du bureau des polices administratives pour signer tous actes et décisions relevant des attributions du bureau des polices administratives et énumérées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté. Délégation de signature est aussi conférée à Mme Claire VALENTIN, cheffe de la section armes et explosifs, pour signer tous actes et décisions relevant de la réglementation des armes, des munitions et des explosifs ainsi qu'à Mme Vanessa BEUZELIN, pour signer tous actes et décisions relevant des attributions du bureau des polices administratives à l'exception de ceux relevant de la réglementation des armes, des munitions et des explosifs.

**Article 8** : En matière de prévention de la délinquance, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sandrine MUZOTTE, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 3 du présent arrêté, sera exercée par M. Grégory BARRAU, adjoint au chef de bureau de la sécurité intérieure, pour signer tous actes et décisions relevant du dispositif de prévention de la délinquance. Cette délégation inclut également l'ordonnancement des dépenses relevant de son domaine de compétences, dans la limite d'un montant de 1 500 €.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Grégory BARRAU, la délégation de signature sera exercée par Mme Valérie LAFARGUE.

**Article 9** : Délégation de signature est donnée à M. Laurent CASTAGNA, chef du service interministériel de défense et de protection civile pour signer tous actes et décisions relevant de ses attributions et énumérés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 10** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent CASTAGNA, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 9 sera exercée par M. Willy NESTOR, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile, chef du pôle opérationnel et défense, et par M. Gérard VALETTE, chef du pôle de prévention des risques bâtimentaires, chacun en ce qui le concerne.

En matière de prévention des risques bâtimentaires, de secourisme, d'agrément et d'habilitation d'organisme ou d'association de sécurité civile, en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Laurent CASTAGNA et de M. Gérard VALETTE, la délégation de signature sera exercée par M. Jean-Marc LARRUE, par M. Hervé GOURGUES et par M. Abderrahman EL OUAFAI.

Pour les autres matières, en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Laurent CASTAGNA et de M. Willy NESTOR, la délégation de signature sera exercée par Mmes Florence BIBES, Marion CLAVERIE, Mélanie JUVIN et Maritchou VILLENAVE, en ce qui concerne la signature des correspondances courantes.

**Article 11** : Délégation de signature est donnée à Mme Sophie BILLA, chef du bureau de la communication interministérielle, pour signer dans le cadre de ses attributions les décisions pour l'ordonnement des dépenses relevant de son domaine de compétences, dans la limite d'un montant de 1500 €.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie BILLA, la délégation qui lui est conférée par le présent article sera exercée par Mme Agathe NOUGUÉ.

**Article 12** : Délégation de signature est donnée à Mme Delphine SARNEY, chef du bureau de la sécurité routière pour signer tous actes et décisions mentionnés pour le bureau de la sécurité routière aux points 1 à 9 de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 13** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Delphine SARNEY, la délégation qui lui est conférée par l'article 12 sera exercée :

- pour ce qui concerne la section des droits à conduire : par Mme Gwladys HERRERA, chef de la section, pour signer tous actes et décisions mentionnés pour le bureau de la sécurité routière aux points 1 à 6 de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ;

- pour ce qui concerne l'Observatoire Technique de Sécurité Routière (OTSR) par M. Aurélien LAGABARRE pour signer tous actes et décisions mentionnés pour le bureau de la sécurité routière aux points 7, 8 et 9 de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté et pour signer les avis sur travaux ou aménagements sur les routes à grande circulation ;

- pour ce qui concerne la mission Coordination par Mme Céline DOS SANTOS pour signer toute correspondance relative à son domaine de compétence et d'intervention.

**Article 14** : Délégation de signature est donnée à M. Patrick REMONDIERE, responsable du service de la sécurité des systèmes d'information, pour toute correspondance relative à son domaine de compétence et d'intervention.

**Article 15** : Délégation de signature est également donnée à Mme Angélique ROCHER-BEDJOUJOU, lors des permanences qu'elle est amenée à assurer, pour les décisions relevant des six arrondissements de la Gironde, dans les matières ci-après :

- Toutes décisions d'éloignement et décisions accessoires s'y rapportant prises en application du Livre V (partie législative et réglementaire) du Code de l'Entrée et du Séjour des Étrangers et du Droit d'Asile (CESEDA),
- Tous actes pour la mise à exécution des mesures d'éloignement, arrêtés de transfert et de réadmission pris en application de la réglementation relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, de la convention d'application des accords de Schengen signée le 19 juin 1990, du règlement (UE) n°604/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 dit DUBLIN III ;
- Décisions d'assignation à résidence, de désignation du pays d'éloignement, de placement et de maintien en rétention administrative ;
- Requêtes et mémoires en défense devant les tribunaux de l'ordre administratif et judiciaire dans le cadre des contentieux relatifs aux décisions prises en application de la législation et de la réglementation relatives à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile, ainsi qu'aux mesures restrictives de liberté (placement en rétention, assignation à résidence), et d'éloignement ou de remise à un autre Etat, et à l'interdiction de retour sur le territoire français ;

- Saisine du juge des libertés et de la détention aux fins de prolongation du maintien d'un étranger en rétention administrative et mémoires en défense et appels des ordonnances du juge des libertés et de la détention devant la cour d'appel,
- Autorisation de transport de corps ou d'urnes cinéraires vers l'étranger ou vers les collectivités d'outre-mer,
- Dérogation aux délais d'inhumation et de crémation,
- Réquisitions en cas de menaces sanitaires graves.

**Article 16 :** A compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'arrêté de délégation de signature du 9 mars 2020 est abrogé.

**Article 17 :** M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde et Mme la directrice de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le **- 7 JUL. 2020**

La préfète,



Fabienne BUCCIO

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**33-2020-07-07-005**

**Délégation signature pour l'administration générale à M  
BORDE, DIRCO**



Arrêté du **7 JUN. 2020**

**portant délégation de signature pour l'administration générale à M. Denis BORDE,  
directeur interdépartemental des routes Centre Ouest**

**La Préfète coordinatrice des itinéraires routiers Centre Ouest,**

**Préfète de la Nouvelle Aquitaine  
Préfète de la Gironde,**

**VU** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée, relative aux lois de finances,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes des départements et des régions,

**VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État,

**VU** le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisations des directions interdépartementales des routes,

**VU** le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité,

**VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant charte de déconcentration,

**VU** le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État,

**VU** l'arrêté du 26 décembre 2019 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion d'agents placés sous son autorité,

**VU** l'arrêté du 26 décembre 2019 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État,

**VU** l'arrêté interministériel du 26 mai 2006 (rectificatif) portant constitution des directions interdépartementales des routes,

**VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2015 du ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, nommant M. Denis BORDE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État du 1<sup>er</sup> groupe, directeur interdépartemental des routes Centre-Ouest,

**VU** le décret du 27 mars 2019 nommant Mme Fabienne BUCCIO préfète de la région Nouvelle Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde,

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 avril 2019 portant délégation de signature,

**SUR PROPOSITION** de M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

## **ARRÊTE**

**Article premier** : Délégation est donnée à M. Denis BORDE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État du 1er groupe, en qualité de directeur interdépartemental des routes Centre Ouest, à l'effet de signer, au nom de la préfète coordonnatrice des itinéraires routiers Centre Ouest, dans le cadre des attributions et compétences dévolues à son service, toutes décisions dans les matières énumérées dans l'annexe jointe au présent arrêté.

**Article 2**: M. Denis BORDE peut subdéléguer, sous sa responsabilité, sa signature aux collaborateurs qu'il aura désignés par arrêté, pour les domaines relevant de leur activité au sein du service. Cet arrêté de subdélégation sera pris au nom de la préfète de la Gironde et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

**Article 3** : A compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'arrêté de délégation de signature du 16 avril 2019 est abrogé.

**Article 4** : M. le secrétaire général de la préfecture de la Gironde et M. le directeur interdépartemental des routes Centre Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le - 7 JUIL. 2020

La préfète,

A blue ink signature of Fabienne Buccio, written in a cursive style, with a horizontal line underneath.

Fabienne BUCCIO

**ANNEXE à l'arrêté portant délégation de signature pour l'administration générale**

| N° de code   | Nature des décisions déléguées   | Référence  |
|--|--|--|
| <b>A / Administration générale</b>   |  |  |
| <b>I - Pour l'ensemble des personnels fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'État,</b> |  |  |
| A1   | Octroi des autorisations d'accomplir un service à temps partiel et de retour à temps plein   | Décret n°84-959 du 25/10/ 1984 modifié<br>Décret n°82-624 du 20/07/1982 modifié<br>Décret n°86-83 du 17/01/ 1986 modifié.  |
| A2   | Décision de réintégration des fonctionnaires stagiaires et agents non titulaires lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine et dans les cas suivants :<br>- au terme d'une période de travail à temps partiel ;<br>- au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie ;<br>- pour une période de mi-temps thérapeutique après un congé de longue maladie ou de longue durée ;<br>-au terme d'un congé de longue maladie.  |  |
| A3   | Octroi des autorisations spéciales d'absence, aménagements et facilités horaires, notamment :<br>- pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels ;<br>- pour les événements de famille ;<br>- en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse, prévues au chapitre III §1-1°, §1-2°, §2-1°, §3 de l'instruction N° 7 du 23 mars 1950 prise pour l'application du statut de la fonction publique ;<br>- pour soigner un enfant malade ou en assurer momentanément la garde<br>- pour l'exercice du droit syndical dans la fonction publique  | Circulaire FP 1475 et B2A/98 du 20/07/ 1982<br>Décret n°82-447 du 28/05/ 1982 modifié<br>Décret n°2013-1041 du 20/11/2013<br>Arrêtés du 26/12/2019   |
| A4   | Octroi des congés suivants :<br>- congés annuels, jours de RTT, congés pris au titre du CET, journées de récupération au titre des horaires variables ou de la compensation des heures faites ;<br>- congés pour présence parentale, maternité, paternité ou adoption ;<br>- congés pour formation syndicale ;<br>- congés pour validation des acquis de l'expérience ;<br>- congés pour bilan de compétences ;<br>- congés en vue de favoriser la formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse ;<br>- congés pour formation professionnelle ;<br>- congés de représentation<br>- pour les fonctionnaires titulaires, congés bonifiés, congés de solidarité familiale<br>- pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires : congé de maladie, congé de longue maladie, congé de longue durée, congé pour accident de service ou maladie professionnelle, reprise de fonctions suite à CLM, CLD et reprise à temps partiel thérapeutique, sauf lorsque l'avis du comité médical supérieur est requis. | D n°86-83 du 17/01/1986 modifié et D n°2005-1237 du 28/09/2005<br>D n°84-972 du 26/10/1984 modifié et D n°2005-1237 du 28/09/2005<br>Circulaire n° FP4 n°711 du 30 janvier 1989 relative à la protection sociale des fonctionnaires et stagiaires de l'État contre les risques maladie et accidents de service<br>Circulaire n° FP 2129 du 03/01/2007<br>Décret 2013-1041 du 20/11/2013<br>Arrêtés du 26 décembre 2019 |
| A5   | Octroi des congés attribués aux fonctionnaires réformés de guerre  | Loi du 19 mars 1928 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1927 au titre du budget général et des   |

|     |   |   |
|-----|---|---|
|     |   | budgets annexes traitant des congés à plein traitement susceptibles d'être accordés aux réformés de guerre<br>Loi n° 84-16 du 11/01/ 1984 modifiée<br>Décret n°86-442 du 14/03/1986 - article 50                  |
| A6  | Octroi aux fonctionnaires stagiaires des congés sans traitement pour raisons familiales ou personnelles   | Décret n°94-874 du 7/11/ 1994<br>Décret n°2013-1041 du 20/11/2013 modifié<br>Arrêtés du 26 décembre 2019  |
| A7  | Octroi aux agents non titulaires de l'État des congés de grave maladie et des congés de maladie sans traitement   | Décret n° 86-83 du 17/01/1986 modifié<br>Décret n°2013-1041 du 20/11/2013<br>Arrêtés du 26 décembre 2019  |
| A8  | Mise en congés des fonctionnaires qui accomplissent une période d'instruction militaire, le service national, une position d'activités dans la réserve sanitaire, une position d'activités dans la réserve civile de la police nationale                      | Décret n°86-83 du 17/01/1986<br>Loi n°84-16 du 11/01/1984 modifiée<br>Décret n°2013-1041 du 20/11/2013 modifié  |
| A9  | Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires lorsque cette mesure n'entraîne ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents au regard des fonctions  | Décret n°2013-1041 du 20/11/2013 modifié<br>Arrêtés du 26 décembre 2019   |
| A10 | Pour les fonctionnaires titulaires : décisions relatives à la mise à disposition de plein droit et le détachement sans limitation de durée et à la réintégration  | Loi n°2004-809 du 13/08/2004 modifiée<br>Loi n° 2009-1291 du 26/10/2009 modifiée  |
| A11 | Pour les fonctionnaires titulaires et PNT : Ouverture, fermeture et gestion du compte épargne temps   | Décret n°2002-634 du 29/04/2002 modifié   |
| A12 | Pour les fonctionnaires titulaires et PNT : Décisions relatives à la gestion du compte personnel de formation et aux périodes de professionnalisation   | Décret n°2007-1470 du 15/10/2007<br>Décret n°2013-1041 du 20/11/2013 modifié<br>Arrêtés du 26 décembre 2019   |
| A13 | Octroi des autorisations d'exercer une activité accessoire dans le cadre du cumul d'activités   | Décret n°2017-105 du 27/01/2017   |
| A14 | Notifications individuelles indemnitaires (Indemnités Spécifiques de Service, Primes de Fonction et de Résultats, Indemnités d'Administration et de Technicité).  | Décret n°2003-799 du 25/08/2003 modifié, arrêté du 25/08/2003<br>Décret n°2014-513 du 20/05/2014 modifié<br>Décret n°2012-1064 et 2012-1065 du 18/09/ 2012 modifié<br>Décret n°2002-61 du 14 janvier 2012 modifié |
| A15 | Pour tous les agents éligibles à la NBI :<br>- Arrêté déterminant les postes éligibles et le nombre de points attribués à chacun d'eux ;<br>- Arrêtés individuels portant attribution des points aux titulaires des postes mentionnés par l'arrêté ci-dessus. | Décret n° 93-522 du 26/03/1993 modifié<br>Décret n°91-1067 du 14/10/91 modifié<br>Décret n° 2001-1161 et 1162 du 7/12/2001 modifiés   |
| A16 | Notifications individuelles d'attribution des réductions d'ancienneté.  | Décret n°2010-888 du 28/07/2010 modifié<br>arrêté ministériel du 24/02/2012   |

|     |   |  |
|-----|---|--|
|     |   | Décret n°2013-1041 du 20/11/2013<br>Arrêtés du 26 décembre 2019  |
| A17 | Décisions prononçant, en matière disciplinaire, les sanctions de l'avertissement et du blâme, les suspensions en cas de faute grave et le maintien de la suspension en cas de poursuites pénales  | Décret n°2013-1041 du 20/11/2013 modifié   |
|     | <b>II – En complément, pour les Personnels appartenant aux corps suivants des services déconcentrés :</b><br>Adjoints administratifs, Personnels d'exploitation des travaux publics de l'État, Ouvriers des parcs et ateliers.  |  |
| A18 | Recrutement sur contrat de travailleurs handicapés ayant vocation à être titularisés en tant qu'adjoints administratifs ou dessinateurs   | Décret n°2013-1041 du 20/11/2013 modifié   |
| A19 | Nomination en qualité de stagiaire ou de titulaire, après concours, examens professionnels ou examens d'aptitude ;<br>Nomination après inscription sur une liste nationale d'aptitude.<br>Affectation en position normale d'activité.   | Décret n°90-302 du 04/04/1990<br>Arrêté du 04/04/1990<br>Décret n°2013-1041 du 20/11/2013 modifié<br>Arrêtés du 26 décembre 2019 |
| A20 | Décisions d'avancement :<br>- avancement d'échelon;<br>- nomination au grade supérieur en exécution du tableau d'avancement ;<br><br>Attribution des réductions d'ancienneté  | Décret n°2013-1041 du 20/11/2013<br>Arrêtés du 26 décembre 2019  |
| A21 | Décisions concernant :<br>- les détachements et l'intégration après détachement autres que ceux nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres ;<br>- la mise en disponibilité d'office dans les cas prévus par le décret N° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'État, sauf ceux nécessitant l'avis du Comité Médical Supérieur.  | Décret n°2013-1041 du 20/11/2013<br>Arrêtés du 26 décembre 2019  |
| A22 | Cessation définitive de fonctions :<br>- admission à la retraite<br>- acceptation de la démission<br>- licenciement pour inaptitude physique<br>- radiation des cadres pour abandon de poste.   | Décret n°2013-1041 du 20/11/2013<br>Arrêtés du 26 décembre 2019  |
| A23 | Octroi de disponibilité de droit des fonctionnaires :<br>- à l'expiration des droits statutaires à congé de maladie<br>- pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant<br>- pour élever un enfant âgé de moins de 8 ans<br>- pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personnes- pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire<br>- pour convenances personnelles, études et recherches présentant un intérêt général<br>- pour créer ou reprendre une entreprise | Circulaire du 18/11/1982<br>Décret n°85-986 du 16/09/1985 modifié<br>Décret n°2013-1041 du 20/11/2013 modifié                    |
| A24 | Détachement par nécessité de service des fonctionnaires stagiaires  | Décret n°2013-1041 du 20/11/2013 modifié   |
| A25 | Octroi du congé parental<br><br>Réintégration suite à congé parental, détachement, disponibilité, position hors cadres  | Décret n°2013-1041 du 20/11/2013 modifié   |

|         |  |   |
|---------|--|---|
| A26     | Décision de reclassement pour inaptitude à exercice des fonctions  | Loi n°84-16 du 11/01/1984<br>Décret n°2013-1041 du 20/11/2013 modifié   |
| A27     | Décision de maintien d'activité au-delà de la limite d'âge   | Décret n°2013-1041 du 20/11/2013 modifié  |
|         | <b>II – En complément, pour les Personnels appartenant aux corps suivants des services déconcentrés :</b><br>Personnels d'exploitation des travaux publics de l'État, ouvriers des parcs et ateliers.<br><br>Décret n°91-393 du 25 avril 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables au corps des PETPE<br>Décret n° 65-382 du 21 mai 1965 relatif aux OPA |   |
| A28     | Ouverture des concours et examens professionnels pour le recrutement des personnels ou leur promotion  |   |
| A29     | Décisions de mutation entraînant un changement de résidence ou un changement de situation  |   |
| A30     | Sanctions disciplinaires au-delà de l'avertissement et du blâme<br>Licenciement pour insuffisance professionnelle  | loi n° 83-634 du 13 juillet 1983<br>loi n° 84-16 du 11 janvier 1984.  |
| A31     | Décisions sur les recours suite à refus d'octroi d'autorisation à temps partiel  |   |
| A32     | Décision d'accueil en détachement ou d'intégration après détachement sauf en cas de décision interministérielle<br>Intégration directe   |   |
| A33     | Établissement des tableaux d'avancement<br>Répartition des réductions d'ancienneté et application des majorations  |   |
| A34     | Décision de titularisation, de prolongation de stage ou de refus de titularisation.  |   |
| A35     | <b>III - Pour les agents contractuels régis par des règlements locaux :</b><br>Tous les actes de gestion définis par les directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 par la décision du 14 mai 1973 et la circulaire N° 69.200 du 12 juin 1969 modifiée.   |   |
|         | <b>IV - Autres actes de gestion (tous les agents):</b>   |   |
| A36     | Liquidation des droits des victimes d'accidents du travail.  | Circulaire n°A31 du 19/08/1947  |
| A37     | Décisions prononçant l'imputabilité au service d'un accident   | Décret n°86-442 du 14/03/1986   |
| A37 bis | Octroi de la prise en charge des soins dans le cadre d'un accident de service  | Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée  |
| A38     | Délivrance des autorisations requises pour exercer les fonctions d'expert ou d'enseignant.   | Circulaire du 07/06/1971  |
| A39     | Convention de stages   |   |
| A40     | Habilitation des agents à conduire, en sécurité, les véhicules de service et des engins de travaux publics.  | Arrêté du 02/12/1998 et code du travail art.R233-13-19  |
| A41     | Délivrance des ordres de mission.  | Décret n°90-437 du 28/05/1990 modifié   |
| A42     | Notifications individuelles de maintien dans l'emploi adressées notamment aux fonctionnaires et agents chargés de l'exploitation et de l'entretien des routes et des ouvrages, inscrits sur la liste des personnels susceptibles de devoir assurer un service continu en cas de grève.   | Directive générale interministérielle relative à la planification de défense et de sécurité nationale n°320/SGDSN/PSE/PSN du 11 juin 2015 |

|   |  |   |
|---|--|---|
| A43   | Habilitation électrique des agents   | Décret n°88-1056 du 14/11/1988 modifié<br>Arrêté interministériel du 17/01/1989 |
| A44   | Établissement des autorisations de conduite des véhicules administratifs<br>Délivrance d'autorisations de conduite de véhicules personnels dans le cadre du service ;  | Circulaire n°74-199 du 29 novembre 1974   |
| A45   | Attestation de formation au titre des premiers secours   | Arrêté du 8 juillet 1992<br>Arrêté du 24 mai 2000                               |
| A46   | Réintégration, après congés dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer   | Arrêté du 26/12/2019  |
| A47   | Pour les PNT, réemploi, après congés dans les mêmes services, sans changement de département ou de collectivité d'outre-mer  | Arrêté du 26/12/2019  |
| A48   | Pour les fonctionnaires titulaires des corps des SACDD et TSDD : décisions relatives aux avancements d'échelons  | Arrêté du 26/12/2019  |
| A49   | Autorisation de l'exercice des fonctions en télétravail  | Arrêtés du 26/12/2019   |
| A50   | Etablissement et signature des cartes d'identités des fonctionnaires et des cartes professionnelles, à l'exception de celles concernant les emplois régis par l'article 1 <sup>er</sup> du décret n°2009-360 du 31 mars 2009 modifié relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat       | Arrêté du 26/12/2019  |
| A51   | Octroi de disponibilités de droit et d'office pour tous les fonctionnaires de tous corps de la DIRCO   | Arrêtés du 26/12/2019   |
| A52   | Congé pour invalidité temporaire imputable au service au titre de l'article 21 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983   | Arrêtés du 26/12/2019   |
| A53   | Pour les fonctionnaires titulaires du corps des secrétaires d'administration et de contrôle du développement durable (SACDD) relevant de la spécialité administration générale, décisions liées aux opérations de recrutement y compris organisation des concours  | Arrêté du 26/12/2019  |
| A54   | Recrutement d'un agent contractuel pour remplacer momentanément un fonctionnaire (art. 6 <b>quater</b> L. 11 janvier 1984) ou pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité (art. 6 <b>sexies</b> L. 11 janvier 1984)   | Arrêté du 26/12/2019  |
| A55   | Toute autre décision concernant les contractuels recrutés pour remplacer momentanément un fonctionnaire (art. 6 <b>quater</b> L. 11 janvier 1984) ou pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité (art. 6 <b>sexies</b> L. 11 janvier 1984) et ne nécessitant pas l'avis préalable d'une CCP | Arrêté du 26/12/2019  |
| <b>B / Responsabilité civile</b>              |  |   |
| B1  | Règlements amiables des dommages matériels causés à des particuliers.  | Circulaire n° 68-28 du 10/10/68   |
| B2  | Règlements amiables des dommages subis ou causés par l'État du fait d'accidents de la circulation.   | Loi du 05/07/85<br>A. du 30/05/52   |
| <b>C / Gestion du domaine privé de l'État</b> |  |   |
| C1  | Décision en tant que service affectataire d'acquérir ou de céder des biens immobiliers privés de l'État par voie amiable.  | Code général de la propriété des personnes publiques                            |

|    |   |  |
|----|---|--|
| C2 | Décision de remise au service des domaines de terrains devenus inutiles au service. |  |
| C3 | Procès-verbaux de remise des matériels et mobiliers au service des domaines.        |  |
| C4 | Conventions de locations.   |  |

**D / Contentieux**

|    |   |  |
|----|---|--|
| D1 | Mémoires en défense de l'Etat et présentation d'observations orales dans le cadre des recours introduits contre les actes de gestion des adjoints administratifs, des personnels d'exploitation et des ouvriers de parcs                  | Code de justice administrative<br>Art R.431-9 et R.431-10<br>Décret 90-302 du 4 avril 1990 |
| D2 | Mémoires en défense de l'Etat et présentation d'observations orales dans le cadre des recours concernant les actes, conventions et marchés publics passés par la DIRCO dans le cadre de ses domaines de responsabilité                    | Code de justice administrative<br>Art R.431-9 et R.431-10                                  |
| D3 | Mémoires en défense de l'Etat et présentation d'observations orales dans le cadre des recours concernant des opérations dans lesquelles la DIRCO a assuré une mission de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération | Code de justice administrative<br>Art R.431-9 et R.431-10                                  |

**E/Procédures liées au code de l'environnement**

|    |   |  |
|----|---|--|
| E1 | Traitement des déchets produits sur chantiers | Code de l'environnement<br>Art R.541-8<br>Arrêté du 12 décembre 2014 |
|----|---|--|